

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 3 SEPTEMBRE
N° 245 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**

Quelle sécurité dans le métro ?

**DES EMPLOYÉS DE
LA RATP TÉMOIGNENT**
Lire notre enquête p. 2

Voir. p. 2

PÉKIN

Discours du premier ministre
Houa Kouo Feng

**Lutter contre
la politique de
Teng Siao Ping
et lutter contre
les conséquences
du tremblement
de terre
sont indissociables**
voir p.7

La solidarité nationale de MM. Giscard-Barre

LES HAUSSES D'IMPOTS POUR LES TRAVAILLEURS SE PRÉCISENT

Les hausses d'impôts prévues dans le cadre de la «solidarité nationale» se précisent. Bonnet l'a confirmé, c'est par une augmentation de l'impôt et non par un recours à l'emprunt. Ses services prennent la température des réactions en laissant filtrer quelques chiffres. Les chiffres avancés signifient qu'un grand nombre de travailleurs, en particulier les ménages où le mari et la femme travaillent, seront touchés par la hausse. La hausse serait de 5 % pour ceux qui payaient entre 3 000 et 5 000 F d'impôts, de 10 % entre 5 000 et 10 000 F, de 15 %

entre 10 et 20 000 F et de 20 % au-dessus de 20 000 F d'imposition. Mais il se pourrait que l'imposition soit supérieure, soit par abaissement du plancher de 3 000 F, soit par augmentation du pourcentage d'imposition.

D'après le gouvernement, cette hausse toucherait au moins cinq millions de contribuables. Ce qui signifie que les célibataires payeront la hausse de 5 % à partir d'un salaire mensuel d'environ 2 300 F, de 3 500 F pour les deux parts et demie, de 4 400 F pour les trois parts.

Suite p. 6

Non aux ex- pulsions !

Lettre
ouverte
de
travailleurs
immigrés
de Marseille
à Dijoud

Voir p. 4

**SARKIS A DISCUTÉ AVEC
SES PROTECTEURS
SYRIENS**

NOUVELLES ATTAQUES DES FORCES DE DROITE A BEYROUTH

Beyrouth subit à nouveau les bombardements fascistes. Les objectifs sont soigneusement choisis et comprennent notamment le siège de Falestina Thaoura (Révolution Palestinienne), la maison de Saeb Salam. Les combats se poursuivent également dans la montagne au nord-est de Beyrouth et dans la région de Tripoli.

**LE RÉGIME SYRIEN
RENFORCE
L'OCCUPATION**

Cette nouvelle vague d'attaques phalangistes, intervient alors que Sarkis, président élu qui doit entrer en fonction le 23 septembre, rentre du Liban où Assad lui

aurait selon la presse de Beyrouth parlé des opérations militaires limitées que les syriens comptent entreprendre avant son entrée en fonction. L'installation de Sarkis, après le voyage de Damas, apparaît ouvertement comme la base d'alliance entre les fascistes et les occupants syriens.

Les phalanges, Chamoun ont affirmé à maintes reprises qu'ils voulaient régler le problème par les armes avant l'installation de Sarkis. Ayant resserré leurs rangs en créant un commandement militaire commun, les fascistes resserrent en même temps leur alliance avec la Syrie.

Suite p. 8

SOUS LA PRESSION DE LA GRANDE-BRETAGNE



Alors que les troupes britanniques occupent l'Irlande du Nord (notre photo), l'Irlande du Sud proclame l'état d'urgence contre l'IRA.

ÉTAT D'URGENCE EN IRLANDE DU SUD

Contre les patriotes
irlandais

Voir p. 7

Quand les Lip reprennent l'offensive, l'UL CGT les condamne

voir p.5

SAINT DOMINGUE

UN PEUPLE FACE A LA DOMINATION US

Voir p. 12

ENQUETE

la "sécurité" dans le métro

DES EMPLOYÉS DE LA RATP TÉMOIGNENT

LA SÉCURITÉ DANS LE MÉTRO
13 000 BLESSÉS CHEZ LES VOYAGEURS
2 000 ACCIDENTS DU TRAVAIL PAR AN

Paul LEFORT

La sécurité dans le métro ! C'est l'argument, l'explication de Poniowski pour justifier la présence de plus en plus massive des flics dans les couloirs et sur les quais du métro à Paris. Un hebdomadaire titrait même l'autre jour «mourir dans le métro». Le Parisien Libéré a, pendant les vacances parlé d'une prétendue attaque du bus 74, alors que quelques jours plus tôt on apprenait le rançonnement des voyageurs d'une rame.

Il y a là les éléments d'une campagne qui cherche à créer une psychose.

Pour comprendre quelle est la réalité de cette insécurité, nous sommes allés interroger ceux qui, jour et nuit, travaillent dans les couloirs du métro, sur les quais, dans les rames. Ils sont aux premières loges, de façon continue, pour juger ce qu'il en est ; et ce qu'ils disent donne un autre éclairage du problème : ils parlent de l'insécurité déterminée par les préoccupations de rentabilité capitaliste.

Vu la circulaire éditée par la RATP, nous avons supprimé les références trop précises ; mais le papier de la direction qui trahit sa peur des révélations n'a pas empêché des agents du métro de nous livrer ici leur point de vue.

Après avoir vu cet aspect «ignoré» de la sécurité dans le métro, nous verrons demain comment se pose dans son ensemble le problème de la sécurité dans le métro.

QDP : Poniowski a fait beaucoup parler, cet été, de la «sécurité dans le métro». Pour vous, employés de la RATP, ce n'est pas une question nouvelle. Comment se pose le problème à ton avis ?

R : Sur la sécurité, j'en ai à dire ! et je ne vais pas te parler des agressions. Pre-

nons les chiffres : de décembre 69 à mai 76, cela fait 82 599 voyageurs blessés, 417 morts (on peut estimer les suicides à la moitié). Et encore, on ne connaît pas tous les blessés. D'ailleurs, la direction fait pression systématiquement sur les voyageurs pour qu'ils abandonnent leurs poursuites.

PLUS PERSONNE POUR FAIRE LES RAPPORTS D'ACCIDENTS !

QDP : Cela fait presque 100 morts par an, c'est énorme, est-ce que ce chiffre comprend les accidents du travail mortels ?

R : Les accidents du travail, sont à part. Sur environ 10 000 agents du métro actuellement, à la date de mai 76, et depuis début 70, il y a eu 19 399 accidents du travail, 296 blessés graves et 12 morts. Par ailleurs, les chiffres d'accidents de voyageurs ne cessent de baisser : ce n'est pas que la sécurité augmente, au contraire ! mais comme il n'y a plus personne pour faire les rapports d'accidents, le nombre baisse. Les suppressions de poste, par exemple, sur une station, cela signifie 40 rapports d'accidents en moins par mois.

Le matériel moderne, sans vouloir défendre l'ancien, est souvent plus dangereux : par exemple, pour les mains coincées dans les portes. Il y a aussi les portes qui s'ouvrent automatiquement : théoriquement, le verrouillage mécanique ne doit pas s'ouvrir avant que la vitesse ne descende en dessous de 6km/h, mais ça arrive souvent qu'elles s'ouvrent avant, et après elles restent bloquées ouvertes, le voyageur ne peut pas les refermer. La direction cherche à faire passer tous les accidents pour des suicides, même les accidents du travail. Je connais un gars qu'ils ont allés trouver sur son lit d'hôpital, avec perfusion en disant «vous vous êtes suicidé, hein ?», mais il a refusé de se laisser avoir.

«LA DIRECTION S'EN FOUT DU MOMENT QUE ÇA ROULE»

QDP : Quel genre d'accident met la sécurité des usagers en danger ?

R : Prenons un exemple. Cela s'est passé réellement. Une femme est tombée sur la voie. Le conducteur de la rame qui était stationnée dans la station a essayé trois fois

d'obtenir la coupure de courant ; il a téléphoné avec son poste THF au poste de contrôle de la ligne. Mais la coupure n'est pas arrivée. Une rame est arrivée dans la direction opposée, et la femme a été écrasée, elle est morte plusieurs mois après, à l'hôpital.

QDP : Dans un accident comme celui-ci, quelles sont les responsabilités à ton avis ?

R : Ce qui est en cause, c'est que les communications ne marchent pas ; il n'y a pas de système actuellement qui permette de faire couper le courant rapidement et sûrement.

Et l'exemple que je prends n'est pas isolé. Evidemment la direction s'arrange toujours pour faire disparaître les preuves.

Quand le gars qui a demandé la coupure de courant a voulu écouter la bande enregistreuse, il s'est aperçu que le passage a été effacé.

Quand il y a quelque chose qui se passe, un accident, une agression, la direction s'en fout, du moment que ça roule. A chaque fois que je téléphone en station pour signaler un accident et demander que le chef de station vienne, on me dit «laisse le voyageur sur le quai et roule !», ce que je refuse. Je leur dis : «vous savez ce que ça veut dire, «non assistance à personne en danger ?»... D'ailleurs, peu de gens savent que les agents sont responsables civilement et pénalement s'ils n'appliquent pas les consignes de sécurité, ils s'imaginent que c'est la Régie. La direction s'arrange pour faire retomber sur nous la responsabilité.

| | Dec 74 | Janv 75 | Mars 76 | Avril 76 |
|-------------------------|--------|---------|---------|----------|
| Accidents voyageurs | 1225 | 1274 | 1043 | 1084 |
| Blessés graves | 8 | 7 | 6 | 1 |
| Morts | 4 | 11 | 2 | 2 |
| Accidents du travail | 184 | 222 | 194 | 191 |
| Graves | 3 | 1 | 6 | 6 |
| Morts | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Agresions agents trains | 47 | 54 | 57 | 75 |
| Agents station | 17 | 38 | 26 | 23 |
| Contrôle volant | 14 | 23 | 20 | 9 |

LES PRESSIONS DE LA RATP SUR LES VICTIMES

QDP : Tu peux prendre des exemples de cette responsabilité ?

R : Dans un dépôt, il y a eu un accident grave : une grue est tombée sur un ouvrier immigré. La direction s'est retournée contre le chef sous prétexte «d'homicide par imprudence». Mais, avec l'avocat du syndicat, il a prouvé qu'il n'avait pas eu communication des consignes de sécurité et l'accusation est devenue «homicide involontaire» et puis finalement, la direction a été déboutée. Dans le même temps, elle a fait des pressions sur la famille de la victime pour qu'elle abandonne ses droits contre la RATP.

QDP : Est-ce qu'il y a des problèmes particuliers de sécurité des voyageurs ?

R : Prenons la question du freinage. Sur l'ancien matériel, pour freiner au maximum, on renversait la marche et on s'arrêtait. Sur le matériel à pneu, le freinage d'urgence est aussi efficace, mais sur le matériel sans pneu qu'ils mettent maintenant, il y a une position frein de secours, qui ne freine pas plus que la position précédente. Simplement, il y a une trace sur la bande enregistreuse. Ils ne mettent plus de rames sur pneus à cause du coût et de la chaleur dégagée.

Il y a aussi les incendies. Par exemple, à la porte d'Italie, en 72, une voiture brûle entièrement en 1 minute. Dans la rame qui venait en sens inverse, un chef de train a été intoxiqué par la fumée, on a du lui faire une ablation du larynx. Mais, comme c'était deux ans après, ça n'a pas compté comme accident du travail. Sur ma ligne, c'est la huitième voiture qui brûle depuis 5 ans.

«LE DIXIÈME DES «ACCIDENTS»...»

QDP : Que penses-tu de la «sécurité» dont parle Poniowski ?

R : Bien sûr, il y a des agressions. Mais, d'abord, elles sont faites dans des zones connues, à des heures connues, ce n'est pas l'insécurité généralisée. Nous on connaît les endroits, même quelques fois on repère les pickpockets ; les flics aussi d'ailleurs les connaissent. Mais les flics ne servent à rien : nous, on le sait bien, c'est nous qui les amenons vers 20 H, et nous qui les remmenons, vers 23 H.

Et les agressions ont lieu après... Le début de tout ça date de 1965, on a créé les conditions pour qu'il y ait des agressions. En fait, c'est le but du rapport Nora pour la RATP qui est en cause : selon ce rapport les couloirs, les quais,

etc... deviennent voies publiques, on a donc préparé la justification de l'entrée des flics dans le métro. Aujourd'hui, on monte en épingle les affaires de délinquance, mais c'est parce que Ponia a besoin du bruit autour de ces affaires pour faire voter ses lois à l'Assemblée.

Pour avoir les idées claires, on peut comparer les statistiques officielles de la RATP (voir ci-contre). On s'aperçoit que les agressions représentent à peine le dixième des «accidents» !

Au premier octobre, il va y avoir des flics spécialisés pour le métro, chacun sera soumis à la merci des flics, en particulier les étrangers. C'est une étape vers la transformation du métro en voie publique, et l'absence totale de responsabilité de la RATP.

LA MENTALITÉ DES CONTRÔLEURS ET LA SOLITUDE DES EMPLOYÉS

QDP : Est-ce que la délinquance et les agressions ne recouvrent pas des choses très différentes ?

R : Oui, évidemment, il y a là dedans aussi bien les gars qui faudent que les rackets. Par exemple, tu le vois dans les statistiques, une bonne partie des agressions contre les agents sont faites contre les agents du contrôle volant. D'ailleurs, les contrôleurs ont vite attrapé la mentalité flics, il faut les voir tendre des pièges aux fraudeurs. Par exemple, en général le type qui n'a pas de ticket essaye de remonter quand il voit les contrôleurs. Et bien, ils se font des signes, il y en a un planté derrière pour le

coincer ! D'autre part, ils sont directement intéressés au nombre de gars qu'ils coincent. Il y a une prime.

QDP : Comment vois-tu la solution à la sécurité dans le métro, les syndicats proposent l'augmentation des effectifs, qu'en penses-tu ?

R : Les effectifs, évidemment qu'il faut les augmenter. Un exemple : tu n'as qu'à regarder le nombre de tours perdus dans un mois. (un tour c'est un aller-retour du départ au terminus sur une ligne).

Les tours perdus le sont à cause de manque de conducteurs et de chefs de train. Voilà les chiffres :

| | Dec 74 | Janv 75 | Mars 76 | Avril 76 |
|------------------------|--------|---------|---------|----------|
| Nombre de tours perdus | 6197 | 3245 | 7385 | 4376 |

C'est un signe du manque des effectifs. Bien sûr que ce n'est pas l'augmentation des effectifs qui solutionnera tout. En tous cas, l'absence d'effectifs, la solitude des agents dans les stations, sur les rames, le fait qu'il n'y ait plus personne sur les

quais ne peut que favoriser l'insécurité, aussi bien du fait des agressions, que du fait de la sécurité du transport.

Mais la lutte pour la sécurité est la solution. On peut unir là-dessus les voyageurs et les agents.

UNE CIRCULAIRE BAILLON

Depuis que le rançonnement de la rame de métro, le 2 juillet dernier, a été connu par la presse sans l'accord de la direction de la Régie, celle-ci a interdit, dans une circulaire, à tout agent d'accorder à un journaliste une interview, en dehors de la présence d'un chef. Cette circulaire vise à baillonner les travailleurs de la RATP pour qu'ils ne puissent pas faire connaître leurs conditions de travail, la vérité sur ce qui se passe dans le métro. Elle voudrait limiter l'information sur le métro aux campagnes périodiques lancées par le ministère de l'intérieur.

SNCF : l'inconsé- quence d'une politique

Les conclusions du rapport commandé par la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) à la société MATRA sur les « utilisations possibles du patrimoine ferroviaire français » viennent d'être rendues publiques. Dressant le bilan de la fermeture, par la SNCF, des 4 738 km de lignes voyageurs et des 3 277 km de lignes marchandises depuis 1960, le rapport propose de revoir ces fermetures « qui apparaissent aujourd'hui comme des erreurs ». Ce même rapport se félicite des incohérences gouvernementales qui, après avoir systématiquement réduit le réseau ferroviaire en France, supprimant, sous prétexte de rentabilité, des dessertes empruntées par les travailleurs, demande aujourd'hui à la SNCF, de maintenir telle quelle l'exploitation de son réseau pour « revitaliser les campagnes et économiser l'énergie ». Il est vrai que Matra et les capitaux privés peuvent se réjouir de cette aubaine : le rapport conclut, en effet, que « en dehors des service de voyageurs à grande distance, peu de projets sont susceptibles d'être pris en charge par la SNCF ». Matra serait-elle sur les rails ?

• **Après l'annonce de la « réprimande » que Lecanuet lui a infligé pour avoir « manqué à l'obligation de réserve » en refusant publiquement sa mutation à Hazebrouk, Ceccaldi a déclaré que cette mesure était contradictoire avec l'avis de la Commission disciplinaire du Parquet qui n'a vu aucune infraction dans le refus de rejoindre un poste en avancement.** Toutefois, Ceccaldi a précisé que d'autres sanctions étaient prévues, telles sa radiation de la liste d'aptitude et une rétrogradation de fait, de la fonction de procureur à celle de substitut.

• BERGERON EST TOUJOURS PRÊT A COLLABORER

Dans une interview au « Monde », Bergeron montre, quelques jours avant de rencontrer Barre, ses bonnes dispositions vis-à-vis du plan d'austérité. A la question du journal : « Un freinage du pouvoir d'achat avec, en contrepartie, des mesures sur la durée du travail ou d'autres garanties serait-il accepté ? », il répond : « Il est certain que si des marchés de cette sorte étaient proposés, nos organisations en discuteraient, qu'il s'agisse de la durée du travail, du SMIC ou des retraites. Tout cela mériterait d'être examiné... »

BARRE REUNIT LES PREFETS POUR PREPARER SA POLITIQUE D'AUSTERITE

Barre a réuni hier matin les préfets pour étudier avec eux les mesures de lutte contre l'inflation. Le premier ministre a annoncé qu'il lui faudrait un mois pour mettre sur pied son plan anti-inflation. Il n'y a pas de surprise à en attendre sinon de mauvaises. Barre l'a dit plusieurs fois, son plan c'est le blocage des salaires, la réduction de la consommation. Il sait toutefois que les travailleurs n'accepteront pas une telle politique. Pour désamorcer leur colère, le gouvernement prépare en même temps que les mesures d'austérité, des mesures démagogiques présentées comme des moyens de lutte contre les inégalités. Il espère par ce moyen arracher le consensus.

Plusieurs études ont été consacrées à ces mesures de lutte contre les inégalités, des rapports et un chapitre dans le VII^e Plan. L'étude de leur contenu est d'autant plus difficile que leur imprécision est grande. Les contradictions ne manquent pas d'un rapport à l'autre. Pour les apprécier correctement, il est nécessaire de les rapporter à leur but : faire accepter aux travailleurs une politique d'austérité. Cela situe d'emblée leurs limites, elles ne seront en aucun cas une amélioration des conditions de vie des travailleurs. Elles s'inscrivent également dans une perspective de réduction de la consommation clairement affirmée. Si certains travailleurs voyaient leur situation s'améliorer, ce ne serait pas pour consommer plus mais pour épargner !

LE «RESSERREMENT DE L'ÉVENTAIL» DES SALAIRES

La pièce maîtresse parmi les propositions du VII^e Plan pour la réduction des inégalités est le « resserrement de l'éventail des salaires ». La

France est le pays capitaliste européen où cet éventail est le plus ouvert. Il est donc possible de resserrer cet éventail sans mettre en cause le capitalisme. Le gouvernement pourrait donc se prévaloir de cette mesure pour demander en contrepartie un « effort » des travailleurs : une « modération de leurs revendications ». Le resserrement de l'éventail des salaires, pourrait se pratiquer par le relèvement de certains des plus bas salaires, pendant que les autres salaires stagneraient. Stoleru propose que les salaires des travailleurs manuels soient relevés. Ces propositions bien imprécises et sans grande consistance pour l'instant, s'appliqueraient à des catégories limitées de travailleurs dans le but de créer des divisions entre catégories d'ouvriers. Il est probable qu'une publicité soit orchestrée autour de quelques cas limités de revalorisation. Les patrons du bâtiment, travaux publics envisagent par exemple dans le cadre de la restructuration et de la modernisation de cette branche, le relèvement rapide des salaires des ouvriers du bâti-



ment. Pour eux cela signifie le renvoi des travailleurs immigrés, des licenciements nombreux, l'emploi d'ouvriers plus qualifiés et l'utilisation de nouvelles techniques, l'augmentation des salaires dans ce cadre servirait à s'attacher une nouvelle main d'œuvre plus stable mais plus limitée. Mais pour l'ensemble de la classe ouvrière, en dehors de

quelques cas particuliers, le programme du pouvoir est évidemment de rogner sur les salaires, en faisant croire qu'il augmente les plus bas.

AUGMENTATION DES IMPÔTS

Les mesures contre les inégalités prévoient d'autre part un relèvement de l'im-

pôt direct qui théoriquement affecterait en priorité les cadres mais qui, comme on peut le constater actuellement avec l'impôt anti-sécheresse touchera certainement les ouvriers les moins mal payés. Le relèvement des cotisations de Sécurité Sociale et le déplaçonnement fait aussi partie des propositions du VII^e Plan. On peut également citer dans la liste : l'imposition des indemnités journalières, et de l'allocation parentale...!

Le reste des propositions est beaucoup trop fumeux pour être quantifié, discours sur la qualité de la vie, la politique de la famille et de l'habitat. En deux ans de politique giscardienne, on en a vu la concrétisation si ce n'est pas dans quelques opérations de prestige : restauration de certains centres villes, par exemple, qui renvoient les travailleurs à la périphérie.

On laisse entendre également que dans la lutte contre les inégalités, un chapitre concernerait certaines professions libérales : pharmaciens, avocats, notaires, etc... qui seraient dépouillées d'une partie de leurs privilèges, en favorisant une plus grande concurrence.

Un ensemble de mesures qui seront bien incapables de masquer aux travailleurs l'aggravation de leur niveau de vie et de les faire renoncer à la lutte.

S. Livet

Barre affirme sa volonté de recourir à l'austérité

Dans une interview accordée, avant sa nomination, à l'«Expansion», revue patronale, Barre affirme qu'il est partisan d'une politique des revenus, mais pour une durée limitée : « les expériences faites dans d'autres pays montrent qu'une politique des revenus doit être limitée à une période brève pendant laquelle une discipline nationale est requise pour restaurer une situation précaire et obtenir un effort d'austérité... Par ailleurs, je ne crois pas que la politique des revenus soit une panacée. Elle doit être associée à une politique budgétaire, à la politique du crédit, à la politique des changes ».

Barre sait bien qu'il y a de gros risques pour le pouvoir à imposer la police des salaires, c'est pourquoi il pense qu'en limitant son application dans le temps, il pourrait la rendre plus tolérable aux travailleurs. Il n'en reste pas moins que son intention est bien d'appliquer une politique des salaires liée à une restriction des crédits et à l'augmentation des impôts.

COMMUNIQUÉ

La permanence de la Commission Anti-Répression de la Faculté de Toulouse-Le-Mirail convoque tous les étudiants présents à Toulouse à une Assemblée Générale, vendredi 3 septembre à 13 h 30, devant le restaurant universitaire de l'arsenal afin d'envisager les modalités de soutien aux cinq camarades passant en procès. Un rassemblement est déjà prévu devant le Palais de Justice le jour du procès, mercredi 8 à 13 h 30.

Commission Anti-Répression de l'Université de Toulouse-le-Mirail

en bref...

• **SCHMIDT :**
ÉLOGES A BARRE
Schmidt ne tarit pas d'éloges sur Barre. Il avait déjà envoyé un chaleureux télégramme au nouveau ministre dès sa nomination, il récidive maintenant en déclarant : « Je considère M. Barre comme un très bon expert dans le domaine économique ». De son côté, Barre cite volontiers en exemple la police des salaires établies en République Fédérale Allemande. Souvenons-nous des félicitations du ministre allemand de la défense au général Méry, après son discours définissant la bataille de l'avant, stratégie liant plus étroitement la défense française à l'OTAN. Décidément, l'impérialisme allemand a de bons élèves à Paris.

LA «SOLIDARITÉ NATIONALE» VUE PAR LES CADRES CGT

L'UGICT, organisation de cadres de la CGT, vient, par un article de Le Guen dans « l'Humanité » d'hier, de préciser sa position sur les inégalités, l'inflation et la « solidarité nationale ».

De bout en bout, ce texte est une défense des privilèges des cadres, de leurs salaires. De bout en bout, il illustre bien les développements de la politique révisionniste de « l'union du peuple de France » : sous prétexte de « s'opposer à la pression sur les salaires » en général, il s'agit de défendre par priorité les intérêts des cadres, et de maintenir les écarts hiérarchiques.

Ainsi Le Guen parle d'une « agression contre le caractère irremplaçable du rôle des cadres », il s'insurge contre le « resserrement des écarts hiérarchiques découlant des conventions collectives ». Exposant ce qu'il appelle la « légende des hauts salaires », et sans le moins du monde distinguer entre cadres moyens et supérieurs, il écrit même qu'il est normal qu'un

« ingénieur après 10 ans de présence ait un salaire moyen de 5 500 F ».

Le Guen prend aussi nettement position contre « une négociation de la réduction des inégalités », faisant là une allusion évidente à la proposition de Maire, la semaine dernière, qui demandait la « négociation de la réduction de l'éventail des revenus », lui opposant « la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat pour tous ».

A y bien regarder, en définitive, il n'y a pas loin des positions de la CGC et de la CGT des cadres.

La seule aide efficace que les petits paysans peuvent attendre ne peut venir que des ouvriers : c'est la lutte commune contre la politique du gouvernement qui est la solution unique, et non l'aumône dérisoire prévue, ou l'acceptation des impôts nouveaux. Sur ce chemin de la lutte, ils trouveront contre eux, les déclarations de Le Guen le prouvent encore une fois, la majorité des cadres et ingénieurs.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Chateaurenard COMMENT DES PETITS PRODUCTEURS PARVIENNENT À ÉCOULER LEUR RÉCOLTE DE RAISINS ?

Après une récolte d'abricots abondante mais écoulee à des prix permettant tout juste de couvrir les frais d'entretien et de cueillette, après la saison des pêches, dont le dernier voyage à fini à la décharge parce que trop mûres après plusieurs jours de « retour du marché », ces trois frères de Noves (près de Chateaurenard, dans les Bouches-du-Rhône) ont commencé la cueillette de leurs raisins de table. Ils expliquent comment ils sont obligés de vendre leur production sur des marchés différents, ce qui n'est pas toujours possible avec le temps à consacrer pour récolter le raisin...

— Nous avons plusieurs morceaux de chasselas. L'un d'eux donne du raisin « extra » pour les acheteurs « extra », ça signifie avec de gros grains dorés où on voit les pépins à travers, sans petits grains verts. Ils sont tellement recherchés que nous les vendons depuis trois ans au même acheteur qui nous fait le prix maximum. Cette année, c'est 2,50 F « logés ». Cette année, un mois avant le début du ciselage, il nous a téléphoné pour nous rappeler qu'il était preneur.

— Le Quotidien du Peuple : Ce n'est donc pas vous qui indiquez votre prix ?

— Non. L'an dernier, le même raisin se vendait 1 F de plus le kilo, c'est fonction du marché. De plus, avec cet acheteur, nous travaillons à la commande. Dans ce même morceau, les quatre rangées près de la haie de cyprès ne donnent que de petits grains, mais eux aussi très dorés, cet acheteur ne les veut pas. Nous avons donc trouvé un autre

acheteur qui nous les prend au même prix, par vingt ou trente plateaux, mais mon frère doit les porter sur le marché de St-Étienne-du-Grès, après Chateaurenard, où il les charge sur son camion. Pour le reste de la récolte, comme vous le voyez, les grains sont beaux mais pas assez colorés. Ceux-là, nous les portons à Chateaurenard pour le marché de 7 H du matin. Nous les vendons entre 1,40 F et 1,60 F, « logés ».

— QdP : Vous devez donc écouler votre récolte sur trois marchés différents ?

— Oui, mais nous avons aussi du muscat, en petite quantité heureusement parce que lorsqu'on en porte avec du chasselas, si on ne le vend pas à Chateaurenard, il nous faut aller soit à 10 H à Graveson, soit à 11 H à Montfrin (25 km au-dessus de Chateaurenard), soit à 14 H à Caumont.

Mais tout ce manège n'est pas une solution, on devrait pouvoir tout écouler au même acheteur à 2 F minimum.

— QdP : Avez-vous essayé de faire des « ventes directes » ?

— Pour nous, tous seuls, ce n'est pas possible. Vous vous rendez compte, tout le temps que nous passons déjà pour préparer les plateaux et les porter au marché. On ne pourrait pas cueillir toute la récolte à temps. Par contre, nous sommes d'accord pour préparer les plateaux, en accord avec ceux qui veulent en organiser, non pas pour en faire un commerce, mais pour discuter avec les ouvriers dans les usines ou dans les quartier, des problèmes que nous rencontrons.

Coordination de Besançon les 10 et 11 septembre

L'URGENCE DE L'OFFENSIVE

C'est bien le 10 et le 11 septembre qu'aura lieu la deuxième réunion de la coordination des luttes à Besançon et non le 5 comme le bruit en avait couru. Cette deuxième réunion devrait voir s'élargir le nombre des participants. De nombreux travailleurs en lutte ont déjà fait savoir qu'ils participeraient. Cette rencontre intervenant immédiatement à la rentrée est d'une grande importance.

L'été aura été une fois de plus pour la bourgeoisie, une période propice pour perpétuer sournoisement ses mauvais coups contre les travailleurs en

sieurs mois pour certains. Les « obstinés » d'IMRO avaient la rage au cœur sur le trottoir face à leur imprimerie dans laquelle ils luttèrent, ils vi-

urgence. La bourgeoisie laisse pourrir les luttes. Elle espère que nous allons nous décourager, renoncer, baisser les bras. Des initiatives ont été prises pour maintenir une animation dans ces usines ou autour : des journées « portes-ouvertes », des fêtes, des sorties communes des travailleurs, des manifestations... Mais, on sent bien maintenant qu'il faut passer un cran, qu'il faut prendre l'initiative, créer une dynamique capable de rassembler tous ceux qui

UN ENJEU IMPORTANT

C'est cette aspiration montante qui sans aucun doute s'exprimera les 10 et 11 septembre. Beaucoup de travailleurs participeront à cette réunion avec la ferme intention d'y faire des propositions d'actions, d'y discuter des perspectives de lutte commune, d'en faire une réunion de veillée d'armes. Les idées ne manquent pas.

La question est d'importance ! Il ne s'agit pas moins que de l'avenir très immédiat des luttes de l'ensemble de la classe ouvrière.

On sait bien que les directions confédérales CGT et CFTD ont bien d'autres préoccupations en tête que de travailler à la constitution d'un rapport de forces au niveau national capable de faire reculer la bourgeoisie, de lui faire payer la crise. Ou plutôt, leur préoccupation est bien d'éviter que d'authentiques mouvements de masse ne viennent remettre en cause leur tactique d'ici aux législatives de 78. Dans ces conditions, cette coordination apparaît comme une alternative pour les travailleurs qui veulent lutter, pour ceux qui refusent d'attendre 78. Il est donc important de faire triompher la voie de la lutte les 10 et 11 septembre.

Gérard PRIVAT



Lors d'une porte ouverte à Réhault...

lutte. Plusieurs entreprises occupées ont été évacuées par les flics : IMRO, Amtec-France, Snias... Des noms bien connus des travailleurs, des luttes pour l'emploi qui durent depuis plu-

vaient depuis dix mois et dont les flics venaient de les expulser sans ménagements.

Pour ceux qui occupent toujours, des questions précises se posent avec

veulent lutter autour des usines occupées. De Réhault ou d'Idéal-Standard, de Lip ou d'IMRO, de Rhône-Poulenc ou de Dreyfus, tous les travailleurs le disent : « Il faut reprendre l'offensive ! »

Lettre ouverte de travailleurs immigrés de Marseille à Dijou : DES PAPIERS POUR TOUS !

Il y a près de deux mois, le 5 juillet, plusieurs travailleurs immigrés de la région de Nîmes entamaient une grève de la faim dans les locaux de la Bourse du Travail de la ville. Ils exigeaient l'obtention de la carte de travail et la carte de séjour. C'est à la suite de nombreuses démarches en tous genres qui finalement n'aboutiront à rien, que les travailleurs décidaient cette forme de lutte dans un premier temps. Aujourd'hui, la bourgeoisie, en

la personne du secrétaire d'Etat à l'immigration, Dijou, se voit imposer un premier recul : plusieurs travailleurs immigrés ont vu leur situation régularisée. Mais pour dix d'entre eux, rien n'est encore réglé et ils sont actuellement sous la menace d'une expulsion. Ils sont pour la plupart d'entre eux, saisonniers.

Pour faire connaître leur combat, ils viennent d'envoyer une lettre publique à Dijou : Non aux expulsions !

ne pas être payés pour un travail que nous avons effectué, le patron sachant que nous n'avons pas de recours. C'est pour cela que nous voulons être assurés et travailler les 8 heures normales. C'est pour cela que nous réclamons la carte de travail et de séjour qui sont pour nous une garantie de sécurité, et afin d'être considérés comme des travailleurs à part entière.

Votre conseiller a étudié dix de nos dossiers et à une de nos demandes qui lui a été faite le 16 août 1976, de la part de la confédération CGT, il a répondu qu'il accorderait la régularisation à ces dossiers et que les modalités pratiques devaient être réglées avec la préfecture du Gard. A toutes les demandes faites depuis le 16 août 1976, la préfecture a opposé une fin de non recevoir.

Aujourd'hui, 30 août 1976, nous nous posons la question : est-ce que c'est M. le

Préfet qui ne veut pas satisfaire notre légitime revendication, ou n'a-t-il pas encore reçu d'ordre de votre part ? Les promesses qui ont été faites par votre conseiller nous ont donné l'espoir d'une régularisation de notre situation. Nous espérons que vous ferez le nécessaire pour que ces promesses soient tenues.

Vu l'urgence de la situation, nous nous voyons contraints de rendre cette lettre publique.

Les travailleurs immigrés anciens grévistes de la faim de Nîmes.

« La direction de l'entreprise SICLI (matériel de lutte contre l'incendie), située au Blanc Mesnil, en Seine St Denis, vient de faire connaître son intention de mettre à la rue 170 travailleurs.

Où va le pouvoir d'achat des agriculteurs

Quelques témoignages :

« Le même tracteur qui coûtait 23 000 F en 1971 en vaut exactement 45 000 aujourd'hui. »

« Mon Fiat chenille de 72, 33 000 F, cette année, il atteint presque 70 000 F. »

« Un bidon de 56 litres d'huile de lavage est passé de 23 F à 56 F en deux ans. »

Les producteurs de cerises d'Apt (Vaucluse) ont enfin été payés... en partie !

Contrairement à l'an dernier, les producteurs n'auront pas dû attendre le mois d'avril prochain pour que Clin-Midy (ex APT-Union) leur règle la facture : 1,60 F le kilo. Mais cette « précipitation » ne leur fera pas oublier les 30 centimes du FORMA pour cette année et les 16 centimes de l'an dernier qu'ils attendent toujours. Pourtant, le gouvernement et tous les élus P.C.F., Billoux en tête, leur avaient bien promis. C'est peut-être pour ça qu'aujourd'hui, ils se taisent !

« Nous travailleurs sans papiers, dans les locaux de la bourse du travail de Nîmes depuis le 5 juillet, nous avons été contraints à faire une grève de la faim pour faire connaître notre situation.

Nous sommes en France depuis 1973 ou 1974, et nous accomplissons divers travaux dans la région, souvent très durs, avec des heures que nous ne comptons même plus. Il nous arrive même de

SÉCHERESSE : MESURES ARBITRAIRES MESURES DE DIVISION ET RÈGLEMENT DE COMPTE POLITIQUE

Le gouvernement, en attribuant des acomptes à valoir pour les indemnités sécheresse - suivant quatre grandes zones qu'il a arbitrairement définies - s'est trompé.

Non pas, comme certains voudraient nous le faire croire, qu'il s'y soit pris trop vite (!) et qu'il aurait alors, en toute bonne foi, manqué de discernement dans les limites de zones mais plutôt parce qu'il s'attendait à de toutes autres conséquences.

Comptant sur le vieil adage «diviser pour régner», la bourgeoisie s'attendait à bloquer toute riposte de la paysannerie devant les aumones qu'elle leur accordait.

Bien sûr, elle se doutait que ceux qui n'obtiendraient rien, réclameraient un peu, mais qu'opposés à ceux qui

sont classés en zone 1, le syndicalisme officiel les ferait patienter jusqu'au 29 septembre.

En fait, alors que les paysans des régions de l'Ouest ne sont pas prêts à se satisfaire de 200 F par bête, dans les autres régions, le découpage a immédiatement fait exploser la colère des paysans.

De ce fait, depuis que ces mesures ont été prises, les manifestations n'ont cessé de se multiplier et la mobilisation de s'étendre.

Si tant est qu'aujourd'hui le gouvernement semble vouloir reculer. Il admet maintenant que le tracé des quatre zones est un peu «grossier», qu'il s'agira de l'affiner.

On apprend ainsi que

celui-ci n'aurait été établi qu'à partir de cent-vingt points d'observation, alors qu'il en existe en France plus d'un millier.

Mais il n'y a pas que de l'insouciance ou de la légèreté qui apparaissent lorsqu'on examine la carte des zones retenues. On voit aussi la marque de certaines manœuvres politiciennes de Giscard, plus ou moins appuyées. Tandis que certains départements semblent plutôt favorisés, pour d'autres - là, par exemple, où les révisionnistes ont quelque poids - il ne peut y avoir aucune ambiguïté. C'est sans doute aussi dans le cadre de ces manœuvres-là qu'il faut interpréter le «sale coup» qu'on a fait à Guéna - secrétaire général de l'UDR - en classant la Dordogne (département dont il est député) en zone 3.



En comparant la carte des pluies de juillet à la carte indiquant les quatre grandes zones arrêtées par le gouvernement, on s'aperçoit déjà de l'arbitraire des mesures qui ont été prises.

Bien sûr il semble que, durant le mois de juillet, sur une grande partie de la France, les quantités d'eau tombées soient voisines de la normale, mais presque partout les pluies ont été apportées par quelques gros orages. Ainsi, un orage a déversé, le 5 juillet, 32 mm à Angers (sur un total de 42 mm



dans le mois) Et ces orages depuis le mois d'août n'ont fait que se multiplier.

Or l'eau tombée en trombes durant les orages n'est pas, pour une bonne part, disponible pour l'agriculture : le ruissellement et l'évaporation intense dûe à la forte température limitent souvent l'effet de ces pluies. En outre, les orages arrosent très inégalement les régions traversées, rendant ainsi d'autant plus arbitraires les découpages départementaux.

Lille

Le PCR et l'UCJR auront un stand à la braderie de Lille, dimanche 5 septembre, dans le périmètre du boulevard des Écoles.

A cette occasion, la Librairie Populaire ouvrira ses portes.



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIÈRES

QUAND LES LIP REPRENNENT L'OFFENSIVE L'ULCGT LES CONDAMNE

Alors que mardi et mercredi, le moral était revenu au beau fixe chez les Lip, l'ambiance était houleuse jeudi matin. La cause de cela ? Un tract de l'UL CGT.

Sous prétexte de respect de la démocratie et de ne pas oublier l'objectif de réouverture de l'entreprise, l'UL CGT exprime son désaccord avec la lutte engagée par les Lip à propos du pointage à l'agence pour l'emploi. Selon la CGT, cette action fait le jeu «du pouvoir qui cherche un prétexte pour supprimer les allocations de chômage.»

L'enjeu de la bataille est pourtant très clair : le pouvoir veut entamer l'unité des Lip, cherche à les diviser, à les isoler. Les LIP ont reçu des lettres de l'ASSEDIC pour leur demander des comptes, pour savoir s'ils ont cherché du travail. Or, pour eux, comme le rappelait Charles Piaget, mercredi, lors d'une rencontre avec le directeur de la main-d'œuvre : «Il n'est pas question de chercher du travail ailleurs que dans l'usine où il y a neuf cents emplois et puisqu'il y a eu licenciement collectif, il est normal qu'il y ait prise en considération des Lip collectivement et notamment que le pointage soit collectif».

Pour faire admettre ce principe, les Lip qui s'étaient affrontés mardi aux forces de police, sont revenus à l'Agence de l'Emploi, au centre ville. Cette fois-ci, les flics ne s'étaient pas dérangés en

masse et l'occupation des lieux a pu se faire calmement : collage d'affiches sur les vitres, visite des lieux, discussions, inventaire (vite fait) des propositions d'emplois dans la région. Un Lip humoriste raconte sa carrière de matelot et d'horloger, comparée à celle vantée par l'agence. Les relations avec le personnel de l'agence sont bonnes. Avant de partir, les Lip s'étaient donnés rendez-vous pour le lendemain dès huit heures devant ce fameux bureau spécialisé ouvert pour eux dans le quartier d'Orchamps afin de ne pas y laisser seuls ceux qui y sont convoqués.

QUE CACHENT LES MANŒUVRES DE LA CGT ?

Mais jeudi matin, il faut interrompre l'action pour aller s'expliquer en AG, car

beaucoup ne comprennent pas pourquoi après deux jours d'action unie et enthousiaste, alors que les Lip marquaient des points, que la provocation policière de mardi s'était retournée contre ses auteurs, on ne comprend pas ce coup dans le dos porté par la CGT. Il faut que les membres de ce «groupuscule» comme le rappelleront plusieurs Lip s'expliquent. En fait, d'une Assemblée Générale assez confuse ressortira surtout l'impression qu'une fois de plus la CGT veut nous tirer dans les pattes. Ils décidaient d'en reparler et de ne trancher le problème que lundi prochain.

Derrière cette manœuvre, il est permis de se demander si la CGT ne nous prépare pas une nouvelle opération du genre «Plan Giraud», c'est-à-dire de reprise partielle de certains ateliers (armement surtout, laissant sur le carreau tous les horlogers).

Face à ces diviseurs, l'unité dans l'action des Lip est à consolider. Unité entre les Lip et avec tous les travailleurs de la région et unité entre toutes les luttes, enjeu de la coordination du 10, 11 septembre qui doit réunir plus de 90 entreprises.

Correspondant Besançon

Semaine d'action des roulants SNCF AUJOURD'HUI, LE DÉPART VÉRITABLE

Le mouvement de grève national des agents de conduite SNCF, pour la suppression du nouveau grade de division T5, appelé par les fédérations cheminots CGT et CFDT, rentre donc aujourd'hui dans son troisième jour. Déclenché le 1er septembre à 6 heures, il est prévu jusqu'au 6, à la même heure. Bien qu'officiellement déclenché lundi on ne saurait dire que le mouvement est vraiment parti ces deux derniers jours. Hier et pour une bonne part encore avant hier jusque dans la soirée, peu de dépôts étaient encore en lutte, à part la région de la Bretagne où le mouvement semble être en marche.

Avant hier, il n'y a pratiquement pas eu d'arrêt, que ce soit dans la région parisienne (Paris Lyon, Paris Nord, Paris Est, Paris Sud Ouest) que ce soit à Chambéry, Montpellier, Nîmes, Tours, Lille ou

encore Nantes et Dijon. Hier dans la soirée, en ce qui concerne les gares parisiennes, seule celle de Paris Lyon, à partir de 17 H commençait à partir, ainsi qu'une partie des roulants de la Banlieue de Paris.

Aujourd'hui même, il y aurait peu d'arrêt à Paris Nord et Est. La lutte n'est donc pas partie sur les chapeaux de roue, c'est le moins que l'on puisse dire.

Cette «lenteur» en apparence à démarrer confirme ce que l'on pouvait déjà constater le premier jour : les roulants, face à cette nouvelle semaine d'action, face à la série de débrayages éparpillés sur une semaine que proposent à nouveau les fédérations cheminotes, se méfient. La lutte de mars-avril ou les fédérations isolaient les différents secteurs n'est pas loin. Ils se posent aussi des questions sur l'issue de tels mouvements. Encore une

nouvelle semaine d'action, mais après ?

C'est aujourd'hui, et aussi dans les deux journées à venir, pendant ce week end, que le mouvement va connaître son temps fort. Dans la plupart des régions, la grève commencera ce matin. Le mouvement, qui démarrera donc dans les faits, aujourd'hui, peut s'étendre, se renforcer. Mais cela exige que dans les dépôts, les chantiers, une bataille résolue de la part des roulants soit menée pour que les fédérations prennent en compte les moyens de faire aboutir leurs revendications. Et ces moyens, c'est bien entre autre de s'acheminer vers une lutte commune, d'ensemble qui regroupe roulants et sédentaires, en un mot tous les travailleurs de la SNCF, qui montrent aujourd'hui la voie de l'offensive, pourront imposer des reculs significatifs à leur direction !

Le groupe Schlumph, qu'est-ce que c'est ? C'est le plus important groupe lainier de la région Alsace. Outre ses trois filatures dans la région de l'est, il a sous sa coupe une usine de tissage à Roubaix, dans le Nord. Il y a environ deux mois, les trois filatures étaient placées sous administration judiciaire. Pourquoi ? Les frères Schlumph, car ils sont plusieurs ont décidés «d'abandonner» leur quatre usines que...les 2 000 travailleurs. Pour l'instant, les travailleurs subissent le chômage partiel et les pertes de salaire. Plusieurs actions de riposte sont d'ores et déjà envisagées dans les semaines à venir.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LES HAUSSES D'IMPÔTS POUR LES TRAVAILLEURS SE PRÉCISENT

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi un ménage avec un enfant payera la hausse si chacun des conjoints gagne 1900 francs par mois, c'est-à-dire moins que les 2000 francs minimum que les travailleurs ont mis en tête de leurs revendications salariales depuis deux ans ! Ajoutée aux hausses de loyers, des produits alimentaires, de l'habillement, des automobiles et des tarifs publics, cette nouvelle hausse va grever lourdement le budget d'un nombre considérable de ménages ouvriers. Cette nouvelle mesure aggrave la politique ultra-réactionnaire du pouvoir en matière de salaire : d'un côté, il refuse d'accorder les 2000 francs mini par mois, de l'autre, il retire un impôt supplémentaire à la minorité de travailleurs qui atteignent ou dépassent de peu les 2000 francs mensuels !

Le pouvoir essaye de faire passer cette nouvelle «douloureuse» en faisant croire que seuls les gros contribuables payeront. L'opération est doublement mensongère,

car de plus un grand nombre de PDG, actionnaires, échappent en grande partie à la déclaration des revenus réels.

La fraude fiscale est une pratique courante chez les capitalistes. On se souvient de la brochette de médecins et d'avocats accusés de fraude fiscale l'an dernier. Le Pr. Judet cachait tout simplement la moitié de ses revenus ! Quand on voit d'autre part que seules 25000 personnes sont déclarées au fisc au titre de «dirigeants de société», (les autres se camouflant en salariés) et que parmi eux 5000 échapperont probablement à la hausse de l'impôt, car ils payent moins de 3000 francs d'impôt, on mesure de quel type de solidarité on nous parle !

De plus, il est à peu près certain que ces hausses «sécheresses» seront maintenues l'an prochain. Des miettes pour les paysans, des impôts supplémentaires pour les ouvriers, les premières mesures de Barre augurent bien de l'avenir !

Procès des étudiants de Toulouse : 8 septembre

Le 8 septembre, s'ouvrira à Toulouse le procès des étudiants de l'université de Toulouse-le-Mirail poursuivis pour fait de grève active au printemps dernier. Les chefs d'inculpation sont divers, allant de l'inculpation, sous le coup de la loi anti-casseurs, pour participation aux manifestations du 13 avril, à la «séquestration et aux voies de fait sur le recteur». Suite à cette manifestation du 13 avril, une vingtaine d'étudiants avaient été arrêtés, qui bénéficient, aujourd'hui, d'un non-lieu, du fait de la faiblesse des pièces forgées par la police. Les étudiants de Toulouse-le-Mirail organiseront une manifestation de solidarité avec les inculpés le jour de l'ouverture du procès.

CHÔMAGE :

DANS LA SALLE D'ATTENTE DE L'ANPE

Dans cette ANPE de Paris 20ème, de nombreux travailleurs viennent s'inscrire pour la première fois au chômage et constituer leur dossier : «Il y en a des dizaines, me dit l'employée qui prend les inscriptions à l'entrée. Comme il n'y a pas assez de personnel, on est obligé de les faire attendre, de les faire revenir

comme la LCC à Montreuil, filiale de Thomson, ou cette imprimerie qui appartenait à Hersant et qu'il a liquidée.

La discussion s'engage. Que pensent-ils d'être au chômage ?

Un ouvrier immigré qui a été licencié parce qu'il avait manqué le travail pendant

Pour l'un, les fermetures d'entreprises viennent de ce qu'elles sont mal gérées ; ce n'est pas l'avis des autres, comme l'explique l'ouvrier de la LCC : «Si Thomson liquide la LCC, ce n'est quand même pas parce qu'elle est mal gérée ! Jusqu'à la fin, on avait beaucoup de travail».

Un jeune qui vient de passer son CAP pense que l'enseignement n'est pas adapté, trop théorique. «Mais ne te fais pas d'illusions, même avec un enseignement mieux adapté, ça n'empêche pas que les offres d'emploi sont beaucoup moins nombreuses que les chômeurs».

Comme remède au chômage, un ouvrier propose l'abaissement de l'âge de la retraite ; un autre lui répond qu'il a vu plusieurs camarades de travail partir à la retraite sans être remplacés, et les cadences de travail augmenter. Le premier insiste : «De toutes façons, même si ça ne diminue pas le chômage, la retraite à soixante ans, c'est quand même nécessaire».

Alors, la lutte ? L'imprimi-

meur de chez Hersant pense qu'ils ont eu tort de se laisser faire comme ça, de se satisfaire des 90 % des salaires, «parce qu'après, ce n'est pas dans la branche qu'on pourra se reclasser».

Même si leur lutte contre les licenciements a été un échec, l'ouvrier de la LCC pense que «de toutes façons, il fallait se battre, s'y prendre autrement, peut-être en se coordonnant avec les autres boîtes de la Thomson ; même la jonction avec Grandin, pourtant toute proche, a été freinée par les dirigeants de l'Union Locale CGT».

Seraient-ils prêts, comme le demande Giscard, à accepter une augmentation durable du chômage dans le cadre d'une «autre croissance, plus juste, plus équilibrée» ? Alors là, la réaction est unanime, personne vraiment n'accepte cette idée. «On nous demande d'accepter ceci, cela, alors chaque mois il va falloir avaler une nouvelle couleuvre ? Non, ça va déborder, ce n'est plus possible».

P. G.



dans plusieurs jours. Il y a toujours beaucoup de monde en septembre, pas moins que l'année dernière en tout cas».

Dans la salle d'attente, il y a des jeunes qui viennent de passer leur CAP d'aide-comptable ou de dessinateur, des femmes qui veulent travailler après plusieurs années d'arrêt, des ouvriers d'usines qui viennent de fermer avec les vacances,

deux heures, pour raisons de famille : «C'est impossible, avec les indemnités, de payer le loyer, de nourrir sa famille !»

«Mais ça arrange bien les patrons : tenez, chez nous, Hersant liquide l'imprimerie, il met deux cent vingt ouvriers au chômage, qui auront du mal à retrouver du travail dans l'imprimerie ; mais en même temps, il peut acheter France-Soir !»

L'ANPE RECRUTE

L'ANPE va recruter ! Il ne s'agit pas d'accélérer le traitement des dossiers, et les nouveaux inscrits au chômage attendront toujours deux mois ou même plus pour toucher leurs premières indemnités. Non, il s'agit de cinquante enquêteurs qui vont vérifier si certains ouvriers ingrats, non satisfaits des grandes indemnités de chômage, ne travaillaient pas au noir ! C'est une première application des menaces directes que Chirac, Fourcade, Ceyrac ont prononcées contre le système d'indemnisation du chômage, qu'ils jugent «trop généreux».



Une charge de plastic a fait explosion, jeudi matin, dans l'entrée d'une librairie de Bayonne, appartenant à l'association culturelle basque «Zabal». La déflagration a provoqué de gros dégâts, soufflant la devanture de la librairie. L'attentat n'est pas signé, mais ses auteurs sont certainement des terroristes du «Christo Rey» ou d'une autre organisation fasciste espagnole, dont on sait avec quelle impunité la police de Poniatowski les laisse opérer en France contre les réfugiés basques.

AMIENS : QUAND LA JUSTICE DE LECANUET FAIT L'ÉLOGE DES ÉLUS DU PCF

La presse du PCF s'étend largement sur le jugement que vient de rendre, le 10 août dernier, le tribunal d'instance d'Amiens, à propos du procès intenté par les patrons de Ferodo contre des élus du PCF. Ceux-ci étaient venus, en décembre 75, parler sur le parking de l'entreprise, en dehors des heures de travail. Le tribunal a finalement refusé de condamner les gens du PCF pour «atteinte à la propriété, à l'autorité, à la neutralité», comme l'exigeaient les patrons de Ferodo. Ces derniers sont condamnés à payer les frais de justice, ce qui est une bonne chose, car on ne voit pas souvent de patron condamné dans les tribunaux.

Pourtant, il ne faudrait pas croire que ce jugement représente, comme veut le faire croire le PCF «un premier pas vers la reconnaissance des droits politiques à l'entreprise». Encore moins permet-il d'entrevoir une extension des droits politiques des ouvriers

dans les usines. La première raison, en effet, qui explique l'absence de condamnation des élus du PCF, c'est notamment son système de défense : Roland Weyl, un avocat du PCF qui a plaidé la cause de ses camarades, a d'ailleurs bien tenu à le

préciser lui-même : «point n'était besoin de mettre en cause le droit patronal à la propriété pour faire admettre notre point de vue». Et cette semaine, France Nouvelle, l'hebdomadaire du PCF insiste sur le fait que, pour acquitter les élus PCF, le tribunal n'a fait qu'appliquer la loi bourgeoise déjà existante : «Ce jugement, écrit-il, se réfère aux textes, aux principes. Il témoigne seulement du souci de les appliquer au réel». Ce que tolère donc la justice bourgeoise, c'est l'expression de députés qui ne remettent pas en cause le capitalisme lui-même.

Deuxièmement, la façon dont le PCF conçoit la «liberté à l'entreprise» montre bien les limites du combat qu'il prétend mener pour l'expression politique. «Ici,

écrit Maxime Gremetz, du PCF, rien à voir avec une information partisane : liberté pour tout le monde de s'exprimer à l'usine et ailleurs, réclamons-nous». Il ne s'agit pas, pour ce parti, de conquérir, d'imposer l'expression autonome, dans l'entreprise, d'un point de vue politique prolétarien, communiste, de donner la parole aux ouvriers et de lutter. Non, il cherche simplement à conquérir, pour ses élus, le droit de faire leur propagande dans les entreprises.

Ainsi, le PCF a même reçu les hommages du tribunal d'Amiens qui a déclaré que l'expression des élus du PCF chez Ferodo était «propice à l'épanouissement du personnel».

Paul LEFORT

CHINE

Au rassemblement des sauveteurs de Tang Chan

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE HOUA KOUO FENG

LUTTER CONTRE LA POLITIQUE DE TENG SIAOPING ET LUTTER CONTRE LES CONSÉQUENCES DU TREMBLEMENT DE TERRE SONT INDISOCIABLES

«Pourquoi le vieux Kia n'est-il pas sorti?»

Extrait du discours de Hua Kouo Feng

Nous publions aujourd'hui le récit des premières heures de la mobilisation des travailleurs chinois pour lutter contre les conséquences du séisme dans une mine de la région de Tangchan (extrait de Pékin-information n° 35).

Le 28 juillet, Kia Pang-yeou, membre permanent du comité du Parti et vice-président du comité révolutionnaire de la mine de Liukiatouo des houillères de Kailouan, travaille aux côtés des mineurs. Soudain, un coup de tonnerre. Il est 3 h 42. Immédiatement, le courant est coupé, la ventilation s'arrête. La terre tremble. Sans cesse. Des rochers tombent. Quelqu'un hurle : «Séisme!»

«Gardez votre sang-froid, camarades!» dit Kia Pang-yeou, d'une voix calme. Puis il court au téléphone de secours sur batterie. Ordre du poste de commandement antiséisme et de secours installé en surface : l'électricité est en panne et les puits annexes hors service. Evacuez immédiatement tout le personnel (600 travailleurs) par le conduit de ventilation.

Kia raccroche. Il réfléchit un instant. La galerie qui mène au conduit a plusieurs kilomètres de long. On n'y voit rien. Le passage est escarpé, glissant, plein d'eau. Il y a 600 personnes dans le puits. Des ouvriers, des cadres, des femmes et aussi de nouvelles recrues qui n'ont travaillé au fond que quelques jours et qui connaissent mal les galeries. Si on ne les organise pas bien, il y aura évanouissement et péril. Il faut agir.

Réunion d'urgence des cadres dirigeants. Examen de la situation, suggestions. Tout le monde est déterminé. Meeting. Court, mais très animé. Kia Pang-yeou, qui préside, propose ce qui suit :

1 - Constitution d'une cellule du Parti provisoire et d'un poste de commandement avec lui-même comme secrétaire et commandant.

2 - Coopération, entraide, discipline, dans l'opération de retour ; tout le monde doit savoir ce qu'il s'arrangera et redoubler de courage.

3 - Evacuation : masses d'abord, membres du Parti après ; ouvriers en premier, cadres ensuite. Et cadres dirigeants en dernier.

Trois brèves décisions.

Mais où rayonne la pensée Mao Tsé-toung. Et qui témoigne du style communiste : sacrifice, désintéressement, courage, les autres avant tout. Trois décisions qui manifestent le nouvel esprit révolutionnaire des cadres forgés dans la Grande Révolution culturelle et dans la lutte contre Teng Siao-ping et le vent déviationniste de droite.

Des décisions qui comme un clairon au moment de la charge donnent force et

confiance à ceux acculés au péril. Les membres du Parti sont volontaires pour le plus dur. Les hommes manifestent une solidarité étroite, au coude à coude, avec leurs dirigeants au premier rang dans la lutte. Lorsque le commandement décide que quelques personnes devront rester en arrière dans le puits, plusieurs communistes s'élançant en disant : «Je reste!» C'est l'évacuation. Les hommes aident les femmes. Les forts portent les blessés. Ceux qui connaissent les lieux guident les autres. Chacun essaie de faire de son mieux pour servir et encourager son voisin. On atteint l'échelle métallique du puits d'aération, très étroite. Mais tout le monde l'escalade à tour de rôle, dans un ordre parfait.

On arrive au puits. Tchou Yu-chan, membre du Parti communiste, compte les camarades : un absent. Il retourne aussitôt dans la galerie, retrouve le frère de classe, l'aide à sortir.

Quatre heures de lutte acharnée. Et enfin tous les ouvriers et la plupart des cadres sont sains et saufs à la surface. On est hors de danger, mais personne ne veut partir. «Pourquoi le vieux Kia et les cadres restés en arrière ne sont pas encore sortis?» Question que tout le monde se pose autour de l'orifice de sortie, le regard rivé sur l'entrée du puits. Puis un cri : «Regardez!» En bas des clignotements de lampe qui se rapprochent. Alors c'est l'allégresse générale : «Le vieux Kia est remonté!»

Mercredi 1^{er} septembre, a eu lieu à Pékin une conférence réunissant des représentants et des membres d'élite des équipes de sauveteurs de Tangchan au nombre de plus de trois mille cinq cents. Cette conférence a eu lieu au palais de l'Assemblée populaire, en présence de très nombreux dirigeants, du parti et de l'Etat et de milliers de travailleurs de Pékin. Après une minute de recueillement à la mémoire des frères de classe disparus et de leurs camarades qui se sont sacrifiés dans les opérations de sauvetage, les participants à la conférence ont écouté des rapports des dirigeants du parti de Tangchan, Tientsin et Pékin faisant le bilan des victoires dans la lutte contre le séisme.

Le premier ministre Houa Kouo Feng a prononcé un important discours dont nous publions ici les premiers extraits.

«Nous avons déjà remporté de grandes victoires dans la lutte contre les séquelles du séisme, mais la tâche qui nous incombe est encore très ardue. Il faudra encore déployer de grands efforts pour venir à bout de cette grave calamité naturelle, pour refaire en plus beau des cités et des villages nouveaux, socialistes, et pour compenser les pertes provoquées par l'action pertur-

batrice et destructrice de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Teng Siao Ping et celles causées par le séisme, et pour accélérer l'édification socialiste. Le Comité Central du Parti, avec à sa tête le président Mao, appelle tout le Parti, toute l'armée et tout le peuple à étudier consciencieusement le marxisme-léninisme, les importantes directives du président Mao, à



Houa-Kouo-Feng prononçant un discours pour la cérémonie en l'honneur des héros de Tangchan...

tout axer sur la lutte de classes, à appliquer fermement la ligne fondamentale du Parti, à concentrer - en liaison avec les faits - le feu de la critique sur Teng Siao Ping et à riposter à la déviation de droite, à renforcer l'unité révolutionnaire, améliorer le travail dans tous les domaines et développer la situation qui est déjà très encourageante. Il faut continuer de faire la révolution, de promouvoir la production, d'améliorer le travail et de se préparer activement en prévision d'une guerre ; il faut s'inspirer de l'esprit révolutionnaire et du style communiste de la population des régions sinistrées, mener en profondeur les deux mouvements, l'un pour suivre l'exemple de Tatchai dans l'agriculture, l'autre pour suivre celui de Taking dans l'industrie, déployer de plus grands efforts pour augmenter la production tout en pratiquant l'économie et mieux accomplir notre travail dans tous les secteurs, accomplir le plan de l'économie nationale pour cette année et soutenir par des actes la lutte des populations sinistrées. Il faut riposter vigoureusement aux activités de sape des ennemis de classe ; il faut organiser les masses afin de combattre énergiquement les ennemis de classe qui font courir des rumeurs pour perturber l'opinion publique et troubler l'ordre au sein de la société, ceux d'entre eux coupables dont le cas est grave seront châtiés en vertu de la loi».

en bref...

● KOWEIT : La levée de toutes les mesures constitutionnelles décidée par l'émir du Koweït, vise d'abord les activités de la Résistance Palestinienne dans ce pays. 250 000 Palestiniens vivent au Koweït, constituant notamment une part appréciable des ouvriers du pétrole organisés dans les syndicats palestiniens. La suspension de toutes les garanties démocratiques vise la libre action des organisations palestiniennes au Koweït, comme le montre l'interdiction d'Al Wattan, journal palestinien, première victime de la censure imposée actuellement.

● ONU

Demandant que la question de l'occupation par la France de l'île des Comores Mayotte soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, le représentant de Madagascar a déclaré qu'il s'agissait d'une violation caractérisée des résolutions de l'Organisation de l'Unité Africaine.

● Portugal

Soares a interdit une semaine de solidarité avec les intellectuels espagnols sous prétexte qu'elle pourrait nuire aux bonnes relations entre le Portugal et l'Espagne.

● CHILI : 52 personnes ont disparu après avoir été arrêtées, annonce la commission internationale des juristes. Elle rappelle que 1 500 personnes ont disparu depuis le coup d'Etat de Pinochet.

ETAT D'URGENCE EN RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Alors que le gouvernement vient de proclamer l'état d'urgence en République d'Irlande, il propose au Parlement, toute une série de lois répressives contre les «activités subversives», lois dirigées contre les patriotes de l'IRA. Non seulement l'appartenance à une organisation interdite, mais aussi l'incitation à y adhérer, seront passibles de plusieurs années de prison.

Déjà, avec l'état d'urgence, la police peut détenir des suspects sans jugement pendant sept jours.

Désormais, avec les mesures préconisées, c'est l'armée qui aura le droit d'effectuer des perquisitions et des arrestations sans mandat d'arrêt et sans aucun contrôle.

La bourgeoisie irlandaise, qui livre le pays au pillage de l'impérialisme britannique, mais aussi de l'impérialisme américain, doit actuellement faire face aux conséquences très graves de la crise économique : le chômage atteint 17 %, l'inflation plus de 30 %. Face à la mobilisation du prolétariat et au renouveau de la lutte pour la réunification et pour une réelle indépendance de l'Irlande, le gouvernement de l'Irlande du Sud prend des mesures calquées sur les méthodes de terrorisme policier de l'armée britannique en Ulster (ainsi en Irlande du Nord, le «Special Powers Act» avait permis l'interdiction sans procès pendant plusieurs années, de centaines de militants catholiques). Il doit utiliser

de tels moyens pour tenter de démanteler l'IRA, étant donné l'importance du soutien rencontré par les patriotes dans la population. Cette décision fait suite à d'importantes pressions de l'impérialisme britannique après l'attentat contre l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Irlande, mais elle vient également après une série d'attentats, de représailles des fascistes protestants.

Le gouvernement irlandais, collaborant avec l'impérialisme et craignant plus la révolution qu'il ne souhaite la réunification de l'Irlande est ainsi en train de mettre en place un arsenal de lois répressives analogue à celui qu'élabore Schmidt et dont Poniatowski pourrait révéler.



A la prison de Hull en Angleterre, des prisonniers, masqués, manifestent contre les sévices dont ils sont victimes. Dans cette prison, sont détenus beaucoup de patriotes irlandais.

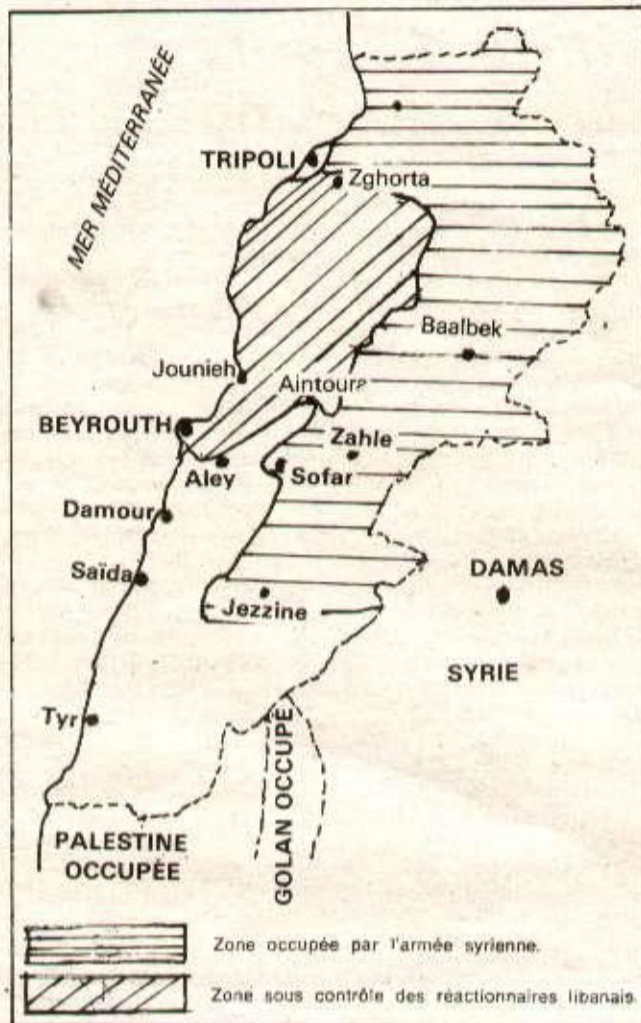
INTERNATIONAL

LIBAN

L'AGRESSION SYRIENNE ET FASCISTE TENUE EN ECHEC

Les troupes syriennes attaquaient, hier matin, dans la région de Jezzine. En juin, elles avaient essayé de se porter jusqu'à Saïda, avant que la ferme résistance des patriotes du Sud ne les contraigne à reculer sur leurs positions actuelles. Il semble que les troupes syriennes veuillent laisser aux sionistes les attaques au Sud Liban. Par contre, les attaques contre Jezzine indiquent que les troupes syriennes n'ont pas renoncé à s'emparer du port de Saïda, principal port pour l'approvisionnement des forces patriotiques et de la Résistance Palestinienne.

L'autre point d'attaque des forces syriennes et fascistes libanaises est contre «la montagne», la région d'Aïn Toura à l'Est de Beyrouth. Les forces palestiniennes et patriotiques en avaient chassé les fascistes en mai dernier, avant que les troupes syriennes agressent massivement le Liban. Les fascistes veulent attaquer les positions de la montagne qu'ils bombardent sans cesse aujourd'hui parce que cela leur permettrait de créer une zone entièrement sous leur contrôle correspondant au petit Liban qu'ils voulaient créer au début de leur agression. Les troupes syriennes repoussées devant Sofar, lors de leur agression. La montagne représente un bastion solide de la Résistance Palestinienne et patriotique qu'ils veulent briser pour assurer leur domination sur le Liban.



criminel, les fascistes et les troupes syriennes doivent attaquer sur plusieurs points, qui sont autant de régions où l'unité et la détermination politique de la Résistance Palestinienne et des forces patriotiques ont déjà transformé en tas de ferrailles les chars de ses troupes d'a-

gression. C'est pourquoi les fascistes et les agresseurs syriens tentent de souder leurs rangs, de regrouper leurs forces avant d'attaquer. Mais la carte le montre, le Liban, la résistance des peuples libanais et palestinien est trop puissante pour qu'ils parviennent à leurs fins.

USA-URSS

La guerre pour l'Europe

L'Union Soviétique est en train de renforcer son dispositif nucléaire en Europe centrale. De nouveaux missiles de moyenne portée et mobiles sont venus s'ajouter à l'arsenal déjà existant. Ces nouveaux missiles, les SSX 20, sont en fait des missiles intercontinentaux, les plus puissants de l'URSS, modifiés en missiles à moyenne portée. Tandis que les missiles intercontinentaux ont pour cible les objectifs situés aux Etats Unis, les missiles intermédiaires ont pour cible l'Europe. C'est dans ce domaine des missiles intermédiaires que l'URSS était en position d'infériorité par rapport aux Etats Unis qui disposent de 7000 missiles de ce type en Europe centrale. Ainsi l'URSS cherche-t-elle à gagner en tous les domaines la suprématie qu'elle s'est assurée quant aux troupes terrestres en Europe Centrale.

La montée de la menace soviétique entraîne les Américains à organiser de gran-

des manœuvres navales et terrestres dans le nord de l'Europe, qui mobiliseront 80 000 soldats et à l'occasion desquelles 6000 marines, le plus fort contingent envoyé en Europe depuis dix ans, débarqueront en Norvège, pour faire face à une attaque en Europe septentrionale. Cette région est celle où, grâce à sa flotte, l'URSS a réussi à contourner les positions de l'OTAN. En effectuant un grand mouvement de forces terrestres, les USA et l'OTAN veulent renforcer ce point faible de leur dispositif en même temps que renforcer les capacités de leurs forces conventionnelles, point fort de l'armée russe.

Ainsi, du nord au centre de l'Europe, et au sud en Méditerranée, l'URSS accroît sa menace militaire. USA et URSS cherchent tous deux à renforcer leurs points faibles, se préparant ainsi à une guerre pour la domination de l'Europe.

NOUVELLES ATTAQUES DES FORCES DE DROITE A BEYROUTH

Suite de la page 1

Assad ne veut négocier ni avec les patriotes libanais, s'ils ne changent pas de position sur la politique syrienne, ni avec la résistance palestinienne, si elle ne change pas de direction. Sarkis est obligé de cautionner l'occupation du Liban, et d'abandonner toute souveraineté au profit de la Syrie. Assad est allé jusqu'à demander que Sarkis fasse interdire tous les journaux pendant un mois au Liban.

organisant leurs propres supplétifs. Les hommes organisés autour du chef musulman Moussa Sadre s'attaquent aux résistants dans la Bekaa. Un militant Ahmed Hussein, du village du Sohmar a été assassiné ainsi que son fils et une militante blessée, sa maison a été incendiée, les collabos ont ensuite empêché les habitants du village de les enterrer. De toutes parts, le régime syrien aggrave l'occupation.

le changement de la direction. Ce qui signifie le changement de son orientation politique. Assad ne dispose d'aucun moyen de pression pour imposer ce changement, parce que cette orientation est celle de tout le peuple palestinien, comme le montre la résistance héroïque de Tall Zaatar et la grande détermination des combattants. Aussi Assad aggrave-t-il sans cesse son agression contre le peuple palestinien.

UNE AGRESSION TOUJOURS PLUS FORTE

Les troupes syriennes organisent la terreur non seulement en apportant leur aide aux fascistes, mais en

Tel est le bilan de la visite de Sarkis à Damas.

Son but reste toujours de soumettre la résistance palestinienne dont il demande

Pour obliger le peuple palestinien à capituler, il doit participer, puis organiser le massacre, il s'allie indirectement à Israël. Les phalanges font appel aux sionistes pour qu'ils interviennent au Sud. De leur côté les sionistes exigent un règlement qui interdise le retour des palestiniens au Sud-Liban, et ils facilitent l'agression syrienne, en organisant le blocus des ports du Sud.

Le voyage de Sarkis a préparé directement une aggravation des combats, en affirmant la domination syrienne sur le Liban.

REUNION PUBLIQUE SOUTIEN TOTAL A LA RESISTANCE PALESTINIENNE ET AU PEUPLE LIBANAIS

Vendredi 3 septembre à 20 H au centre socio-culturel d'UCKANGE

Section Moselle du P.C.R., ml

CRISE ECONOMIQUE EN ISRAEL

Pour la quatrième fois la livre israélienne a été dévaluée. C'est le signe d'une crise économique profonde de l'économie sioniste. Le directeur de la principale banque sioniste a déclaré : «L'économie israélienne marche inexorablement vers la catastrophe... Si l'assistance américaine reste énorme ce serait mauvais politiquement et militairement, mais si elle s'arrête, ou diminue, l'économie se désintégrera et la société s'effondrera : il y aura un chômage épouvantable et une agitation sociale intolérable».

Les difficultés économiques israéliennes font surgir une réalité : Israël est une création entièrement artificielle des USA, une véritable tête de pont qu'ils entretiennent au cœur du Moyen Orient. Mais aussi la crise qui sévit en Israël annonce les plus grandes difficultés pour l'Etat sioniste dans la poursuite de l'occupation de la Palestine.

Elections américaines LA «DÉTENTE»

À NOUVEAU EN QUESTION

Carter continue sa chasse aux voix, cherchant méthodiquement à s'attacher par des promesses de nouvelles catégories sociales ou religieuses de l'électorat. Il a affirmé son soutien à Israël devant un auditoire sioniste. Ses efforts actuels portent aussi vers l'électorat catholique ; à cet égard, le soutien qu'il vient de recevoir d'Edward Kennedy constitue un atout non négligeable. De même, il a rencontré des membres de la hiérarchie catholique hostiles à l'avortement. Mais ceux-ci ne se sont pas déclarés satisfaits de son opposition «personnelle» à l'avortement. Du côté des syndicats, il a reçu le soutien du syndicat de collaboration de classe AFL CIO qui va essayer de faire passer la camelote réformiste de Carter : celui-ci prétend ramener le chômage au taux «supportable» de 4 % et réduire l'inflation.

Mais la politique extérieure

reste un enjeu important de cette campagne. Carter a renouvelé ses attaques contre la politique extérieure de Ford, attaquant la personne de Kissinger et sa «diplomatie secrète», évitant ainsi d'avancer un programme trop précis. Ford lui a répondu en l'accusant d'être partisan d'une politique d'abandon en matière de défense, rappelant que le Congrès à majorité démocrate a voulu effectuer des coupes importantes dans le budget militaire. Ford veut donc à nouveau se démarquer de la politique de «détente» violemment attaquée par Reagan pendant la campagne pour la candidature démocrate, et obliger Carter à préciser ses positions. Cette place de la politique extérieure est révélatrice des contradictions de la bourgeoisie américaine dans les choix qu'elle doit faire face aux menaces du social-impérialisme soviétique.

U.S.A.

3 200 000 LITRES DE DIOXINE

L'armée américaine va enterrer ses stocks de dioxine, surplus de la guerre du Vietnam. Il lui en reste 3 200 000 litres. Ce «reste» est à lui seul un acte d'accusation : ce sont des millions de litres de ce défoliant hautement toxique qu'ils ont déversé au Vietnam. La politique américaine, c'était le crime organisé à grande échelle, pas Seveso, mais des régions entières. Voilà l'aveu de l'armée US battue, qui a nié des années entières l'utilisation de l'arme binaire.

Les États Unis viennent de mettre au point l'arme dite binaire. Et tout laisse penser, à travers les déclarations des soviétiques qui demandent des négociations sur des armes plus terribles que la bombe atomique, qu'ils en disposent aussi. Cette bombe contient deux produits qui, se mélangeant au moment de l'explosion, paralysent toute réaction et tuent. Les négociations de limitation d'armes débouchent sur la fabrication d'armes plus puissantes encore.

• F.B.I. : Ford vient de demander l'ouverture d'une enquête sur les agissements du chef du F.B.I. qui empochait une partie substantielle des crédits.

PAYSANS EN LUTTE

CHATEAURENARD, GRAVESON, CAUMONT...

Reportage Robert RIVIÈRE
du bureau de presse de Marseille

la colère monte sur les marchés de provence

«Je ne suis pas révolutionnaire mais je vais le devenir !» nous dit un vieux paysan assis à l'arrière de son camion en attendant l'ouverture du marché de Chateauréard, quand je lui montre le Quotidien du Peuple. «Ça va mal, très mal, depuis près de 20 ans nous vendons notre récolte au même prix. Ça ne peut plus durer longtemps» me dit l'un d'eux, exprimant une colère depuis trop longtemps retenue.

Certains restent un temps silencieux, puis nombreux sont ceux qui

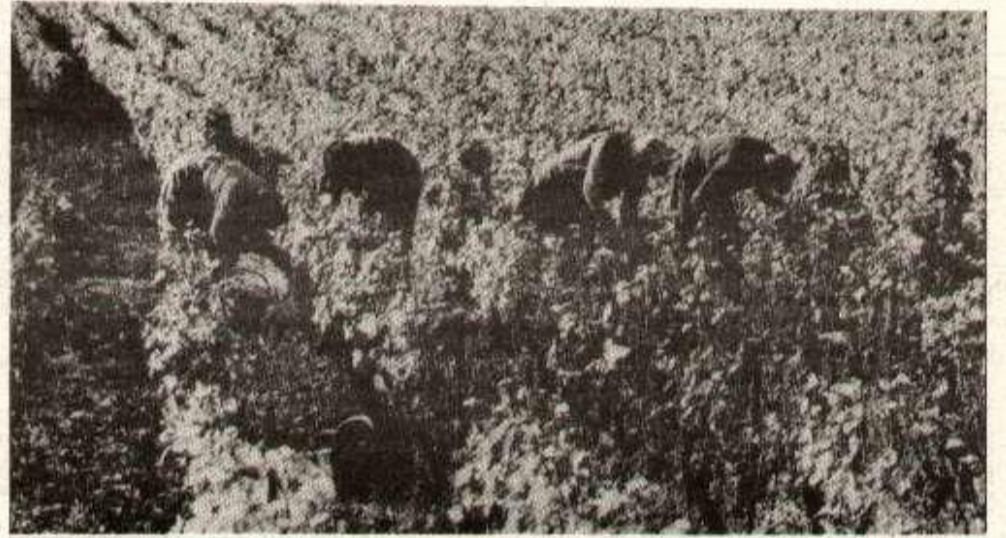
veulent profiter de ce qu'un journaliste vient leur voir sur le marché «pour que la vérité se sache».

«Vous voyez, aujourd'hui, il y a 5 rangées de camions sur plus de 100 mètres, il y aura des invendus et vous verrez à quel prix seront achetés les autres.»

Le signal de l'ouverture du marché retentit, les expéditeurs et autres revendeurs arrivent en rangs serrés. «Ils ne se précipitent pas, ils savent qu'ils trouveront la quantité et la qualité voulue.»

FDSEA a organisé l'opération «coup de frein» sur l'autoroute A 7 et A 9, créant des bouchons de 20 KM. De son côté le MODEF parle d'organiser «la protestation massive des agriculteurs contre la mévente» en faisant l'unité avec le CDJA et la FDSEA. Depuis sa réunion le 29 juillet à Plan d'Orgon dans les Bouches du Rhône, les producteurs ne connaissent toujours pas «les indications plus précises» qui devaient être données «sur les modalités d'organisation des actions».

L'opération coup de frein sur les autoroutes, qui est-ce qui y a participé ? «Ce n'est pas nous» nous expliquent plusieurs petits paysans. A quoi ça sert ? A embêter les touristes ou ceux qui se rendent à leur travail. Ce n'est pas eux qu'il faut toucher. Cette réflexion reviendra souvent dans les différentes discussions. Pour beaucoup les rassemblements et les mani-



MODEF, FNSEA ET CNJA :
FREINER UNE TROP RAPIDE PRISE DE CONSCIENCE

Dans les discussions avec les paysans de la région, ce sont fréquemment des aspects négatifs de la lutte des viticulteurs qui sont mis en avant : Montredon avec ses morts, l'arrestation d'Albert Tesseyre et le déclin des actions viticoles, l'Office du vin bidon et les divisions qu'il s'en sont suivies. Cela n'est pas le fait du hasard ou de la soi-disant «mentalité paysanne» de noircir toujours plus la situation.

C'est le résultat logique de toute la propagande du syndicalisme agricole par le canal du MODEF, de la FDSEA ou du CDJA, qui ne se sont pas cachés de condamner toute action transgressant la légalité. La dernière action du mois d'août s'est concrétisée par un pseudo-barrage routier et par des rassemblements. Mais nombre de viticulteurs, dirigés par leurs Comités d'Action Viticole, estiment depuis longtemps que les barrières ne sont qu'un

moyen de dévier leur colère, de leur cacher les véritables responsables, les véritables profiteurs de cette mévente organisée. C'est en changeant de cible que les viticulteurs ont trouvé les vrais responsables et les soutiens dont ils bénéficiaient : les gros producteurs, négociants, les banques, les politiciens ou capitalistes de droite (Ramel) et de «gauche» (Doumeng). L'exemple des viticulteurs montrent clairement que

toutes ces organisations qui défendent soi-disant la paysannerie, n'ont pas intérêt à ce que les vrais responsables soient pris pour cible ! La présence au sein des organisations syndicales, de gros propriétaires terriens ou revendeurs ou investis de responsabilités dans une de ces organisations, comme ça arrive fréquemment, tout cela serait remis en question avec leur carte à telle ou telle organisation.

LES VENTES SAUVAGES : UN MOYEN IRREMPLAÇABLE POUR DÉVELOPPER L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

La victoire, pour les producteurs condamnés par la politique agricole européenne, doit passer inévitablement par l'unité des travailleurs des villes et des campagnes (petits paysans et ouvriers agricoles). Cette lutte comprend le développement des ventes «sauvages» à prix coûtant pour aider à la création d'une

solide unité, garantie irremplaçable pour préparer les victoires à venir. C'est dans ce but que la fédération du PCR (ml) des Bouches-du-Rhône organise pour la deuxième semaine de septembre, une vente directe de raisins dans une cité ouvrière de Marseille avec des paysans du Vaucluse.

Les pommes Golden iront-elles encore à la décharge ?

Témoignage d'un producteur de Chateauréard :

«Depuis le 15 août, certains producteurs de pommes ont commencé à ramasser comme nous. Normalement en début de saison, elle se vend bien, cette année, le gros calibre (70 mm et plus) fait entre 0,60 et 0,70 le kilo. La jaune chauffée est à 1,30 F «logée». Seule l'Allemagne nous achète ce calibre. Par contre, l'Angleterre ne nous achète que le calibre inférieur (65/70). Nous vendons les 65/70 entre 0,55 et 0,60 F. Pour ce calibre, le marché français est interdit jusqu'au 11 septembre.

Actuellement, des pommes jaunes sont mises sur le marché après avoir passé plusieurs mois en «atmosphère contrôlée» (plus longue conservation que le frigo) à 1,40 F le kilo. Il y en aura encore pour quinze jours ; le groupement de Chateauréard doit en écouler environ deux mille tonnes !

Cette année, la production sera inférieure à l'an dernier qui a été exceptionnelle. On ne peut pas encore dire s'il y aura du «retrait», ce qui est sûr, c'est qu'il y a énormément de pommes «boisées» (formation d'une pellicule boisée sur la peau de la pomme sans en altérer la saveur), elles iront à l'industrie pour 0,20 F le kilo au maximum.»

LUTTER SANS RÉPIT POUR... 10 CENTIMES DE PLUS PAR KILO

En quelques minutes tous les marchés sont conclus. Ceux qui ont des chasselas dorés exigent le prix maximum, c'est pour l'exportation. Tout l'arsenal de prétextes est déployé pour justifier les différences de prix : l'exportation ou le marché intérieur, la couleur dorée ou verte, les traces de soufre ou le lustre de la peau. «Comme s'ils ne savaient pas que le soufre n'est absolument pas toxique ! Et comment faut-il faire pour que le soufre disparaisse alors qu'il n'est pas tombé une seule goutte d'eau.»

«2 F logé (*), c'est pas possible, l'export ça ne le paie pas, je vais jusqu'à 1,60 F» marchand cet expéditeur pleurnichard sur les frais, les risques... «Parce que nous, ça pousse gratuitement peut-être, puisque tu y es, tu ne veux pas que je te les donne ?» réplique ce paysan qui finira par obtenir 1,75 F «logés» (soit 1,45 F net au kilo). La grande majorité des voyages seront bradés entre 1 F et 1,20 F net.

Pour les autres qualités de raisins, c'est le même cirque. Un couple de vieux paysans défend avec acharnement leur cinquantaine de plateaux d'Alphonse Lavallée : «1,55 F logé. Je te fais une fleur, les autres je les ai tous fait à 1,50 F.» Après s'être mis d'accord

sur les prix, me montrant le papier : «L'an dernier, les mêmes je les vendais 2,20 F.»

«C'est pareil pour le chasselas, l'an dernier on arrivait à faire 1 F de mieux par kilo.»



Pour les petits paysans qui ramassent leur récolte en famille, ils ne peuvent pas se permettre de passer leur matinée sur les marchés. Ils «lâcheront» au dernier moment. D'autres refuseront de vendre à un prix trop bas et je les reverrais sur les marchés de Graveson ou de Caumont, une équipe assure alors le voyage du lendemain.

«Moi je vend toujours ici ; premièrement parce que je n'ai pas le temps de rester et deuxièmement parce que sur les autres marchés, c'est pas mieux.» me dit un petit paysan.

festations ont été utilisés depuis des années, il faut donc chercher d'autres formes de luttes. «Tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant n'a pas permis d'éviter la situation actuelle» me disent plusieurs.

LA VIOLENCE, OUI... MAIS POUR QUOI ?

Sur les marchés, ce qui frappe par rapport à l'an dernier, c'est la volonté des producteurs de chercher des solutions réelles à la situation actuelle. Et dans chaque discussion, c'est le même bilan qui est tiré : les actions pacifiques, dans le calme, n'ont servi qu'à se faire détrousser tous les jours que plus. Tous estiment «qu'il faudra que ça pète !» pour obtenir satisfaction. «Nous sommes des gens qui aimons la paix et la tranquillité, nous n'aimons pas nous battre, mais s'il le faut, nous nous battons». Ce sont des hochements de tête approbateurs autour de ce paysan qui atteint bientôt

la cinquantaine. «Nous on y est» ajoute un voisin, «on continue, mais les jeunes, ils ont intérêt à partir. !»

A plusieurs occasions, la fusillade de Montredon sera citée comme l'aboutissement logique de l'exaspération dans laquelle le gouvernement pousse les paysans. «Mais à quoi ont servi ces morts. Le vin ne se vend toujours pas». Cette conclusion revient inévitablement. Les hésitations, les faibles actions ne paraissent pas dues au défaitisme, à la soumission mais plutôt à la période de réflexions en profondeur sur les obstacles à la victoire.

QUEL BILAN DES LUTTES PASSÉES ? QUELLES PERSPECTIVES ?

Devant cette dégradation continue du pouvoir

(*) «logés» : vendus avec un plateau. Le plateau vaut environ 2 F à 2,20 F, il contient environ 7 kg de raisins. Donc des raisins vendus, par exemple, 1,40 F le KG «logés» sont vendus en fait 1,10 F «nus» (ou net).

d'achat des agriculteurs, on peut s'étonner du peu d'actions menées ici pour exiger l'arrêt immédiat de cette «dégringolade» des prix ne permettant pas de couvrir le prix de revient. Plusieurs fois en juillet et en août, les producteurs ont menacé de bloquer le couloir de la vallée du Rhône. Le 21 mars, la

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Santé

LES ENNUIS DIGESTIFS

Comment soigner la diarrhée des nourrissons

Des mesures simples de régime anti-diarrhéique suffisent le plus souvent à enrayer les troubles avant de reprendre une alimentation normale.

Les antibiotiques ne sont pas nécessaires sauf pour une infection qui se généraliserait à d'autres organes (et nécessiterait alors l'hospitalisation).

LES SIGNES D'ALARME

Chez un nourrisson qui continue de jouer, qui n'est pas abattu, les signes (fièvre 37°5, 38°, selles nombreuses) doivent s'atténuer en 3 à 4 jours de traitement.

Si l'enfant devient trop agité, ou au contraire trop mou, trop calme, pâle, s'il vomit à plusieurs reprises, si sa température augmente au delà de 39°, il faut consulter rapidement à l'hôpital le plus proche, où ses selles seront analysées et où il sera réhydraté (pendant 2 à 3

jours) plus efficacement que par les boissons.

LE TRAITEMENT DE LA DIARRHÉE BANALE DU NOURRISSON (4 A 5 SELLES PÂTEUSES, enfant calme)

- Une première mesure s'impose : supprimer le lait, les laitages. La mise au repos de l'intestin est nécessaire en ôtant le lait pauvre en eau, mais trop riche en sucres, graisses et protéines ce qui dépasse les possibilités digestives d'un intestin malade et prolongerait la diarrhée.

- Que peut-on donner à un nourrisson pour stopper la diarrhée, le réhydrater ?

L'aliment absorbant le plus commode reste la purée de carottes, on peut aussi lui donner de la bouillie de crème de riz (à l'eau), de la gelée de pommes ou de coings, une banane très mûre pochée à l'eau.

Les rations alimentaires en purée de carottes ou crème de riz sont identiques à celles

prises antérieurement à la diarrhée (en tenant compte du dernier poids, de l'importance des pertes par les selles)

Les repas seront fractionnés davantage pour éviter les nausées. On ne doit pas non plus forcer le bébé, mais lui reproposer 1 h après.

LA RÉALIMENTATION NORMALE

Ces préparations suffiront le plus souvent à arrêter la diarrhée et compenser les pertes en eau, on doit leur ajouter impérativement des boissons (eau bouillie, bouillon de légumes salé) abondantes mais fragmentées, elles aussi sur la journée. Ceci pour éviter le danger qui guette les nourrissons fébriles ou diarrhéiques : la déshydratation. Le plus souvent, en quelques jours, moyennant ces mesures, une surveillance attentive du poids, des vomissements, de la température, l'enfant guérit. L'alimentation lactée puis

variée est reprise progressivement sans précipitation dès que les selles redeviennent moins nombreuses et plus consistantes.

RECETTE DE LA SOUPE DE CAROTTES

Prendre 500 g de carottes «nouvelles», les éplucher, les couper en rondelles et les mettre à cuire dans 1 litre d'eau, une heure et demi à 2 heures ou trente minutes à la «cocotte minute»

Les passer au moulin à légumes, ramener le volume à un litre de purée par addition d'eau, porter à ébullition 10 minutes et saler.

LA PRÉVENTION

Elle passe essentiellement chez les nourrissons par les mesures d'hygiène et de conservation des repas lors de leur préparation principalement dans les crèches.

PROGRAMME TÉLÉ

VENDREDI 3 SEPT.

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| TF1 | 18 h 40 - Le palmiers des enfants |
| 12 h 30 - L'île au trésor feuilleton | 18 h 55 - Des chiffres et des lettres |
| 13 h 00 - JOURNAL | 19 h 20 - Actualités Régionales |
| 13 h 35 - Télévision régionale | 19 h 45 - Bonjour Paris Feuilleton |
| 13 h 50 - Paul Temple Série | 20 h 00 - JOURNAL |
| 14 h 40 - L'imagination au galop | 20 h 30 - Molière pour rire et pour pleurer. Feuilleton hebdo. |
| 17 h 45 - Pour les jeunes | 21 h 35 - Une légende, une vie. |
| 19 h 20 - Actualités Régionales | 22 h 40 - JOURNAL et fin |
| 19 h 40 - Une minute pour les femmes | FR3 |
| 19 h 45 - Le village englouti Feuilleton | 18 h 45 - Les aventures de Tintin |
| 20 h 00 - JOURNAL | 19 h 05 - Télévision régionale |
| 20 h 30 - Au théâtre ce soir La nuit du 9 mars | 19 h 20 - Actualités Régionales |
| 22 h 50 - JOURNAL et fin | 19 h 40 - 12 ans d'art contemporain en France |
| A2 | 19 h 55 - Journal |
| 15 h 00 - Aujourd'hui madame | 20 h 00 - 20 heures en été |
| 15 h 55 - Mission impossible. Série | 20 h 30 - Document, Lumières de Mauritanie |
| 16 h 45 - Sports | 21 h 20 - Jazz. Festival d'Antibes-Juan-les-Pins. |
| 17 h 15 - Ma sorcière bien-aimée. Série | 22 h 05 - JOURNAL et fin |
| 17 h 45 - Pour les jeunes | |
| 18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne : 21 avril 1944. A Paris et dans le Vercors | |

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

- Quand m'avez-vous vu venir voler des navets dans notre potager ? protesta Ah Q qui se dépêchait de partir tout en la regardant.

- Mais en ce moment ! Est-ce que ce ne sont pas là nos navets ? répliqua la vieille nonne en désignant du doigt sa veste.

- Ces navets sont à vous ? Eh bien, appelez-les, je verrai s'ils vous répondent ! Vous...

Sans terminer sa phrase, Ah Q prit ses jambes à son cou, car un gros chien noir arrivait en courant. D'habitude, ce chien gardait la porte d'entrée et nul ne sait pourquoi il vint au potager à ce moment-là. Il poursuivit Ah Q en grondant et allait lui mordre le mollet lorsque, par bonheur, un navet tomba de sa veste. Effrayé, le molosse s'arrêta une seconde, ce qui permit à Ah Q de grimper sur le mûrier, d'enjamber le mur de torchis, et de dégringoler à l'extérieur avec ses navets. Dans le potager, il ne restait que le chien qui aboyait contre le mûrier et la vieille nonne qui disait ses prières.

Craignant qu'elle ne lâchât le chien à ses trousses, Ah Q se dépêcha de prendre ses navets et de s'enfuir. Sur la route, il ramassa quelques cailloux pour le chien, mais ce dernier ne reparut pas. Ah Q se débarrassa alors des petites pierres et croqua ses navets tout en marchant plongé dans ses réflexions. « Ici, je ne trouverai rien, mieux vaut aller à la ville... », se disait-il.

Quand il eut achevé son troisième navet, sa décision était prise : il irait à la ville.

CHAPITRE 6

GRANDEUR ET DÉCADENCE

Après la mi-automne de cette même année, Ah Q reparut à Weitchouang. En entendant dire qu'il était revenu, tout le monde fut surpris et par un retour d'idées, on se demanda où il avait été si longtemps. Les rares fois où il était allé à la ville auparavant, il l'avait annoncé bien à l'avance avec force enthousiasme, mais la dernière fois, il n'avait pas fait de même, aussi personne n'avait remarqué son départ. Peut-être avait-il prévenu le vieux gardien du Temple de la Protection des

Récoltes, mais d'après la coutume du village, il n'y avait que lorsque M. Tchao, M. Tsién, ou le Bachelier allaient à la ville que le fait méritait d'être mentionné. Même le Faux Diable étranger ne méritait pas cet honneur, encore moins Ah Q... Aussi, le vieux gardien n'avait-il pas propagé la nouvelle, et la société de Weitchouang, faute d'informations, était restée dans l'ignorance.

Le retour de Ah Q fut très différent de ses retours précédents et bien digne de l'étonnement qu'il provoqua. Il faisait presque nuit lorsqu'il parut soudain devant la porte du marchand de vin, l'air à moitié endormi. Il s'approcha du comptoir, mit la main à la ceinture et la ramena pleine de pièces d'argent et de cuivre qu'il jeta sur le comptoir en disant :

- Argent comptant, apportez-moi du vin !

Il portait une veste doublée toute neuve, une grande bourse pendait à sa taille, si lourde que sa ceinture formait une courbe qui descendait très bas. A Weitchouang, l'usage voulait que quiconque présentait quelque aspect insolite se vit témoigner du respect plutôt que du mépris ; aussi, bien qu'en l'occurrence tout le monde reconnût Ah Q, il paraissait si différent du Ah Q à la veste déchirée que le serveur, le patron, les buveurs et les passants prirent aussitôt une attitude exprimant autant le soupçon que le respect. Comme disent les anciens : « le lettré qui revient après trois jours doit être considéré d'un œil nouveau. » Le patron le salua d'abord d'un signe de tête, et lui adressa le premier la parole :

- Tiens, Ah Q, te voilà revenu ?

- Oui, me voilà.

- Tu as fait fortune, à ce que je vois ! Tu étais... ?

- A la ville !

Dès le lendemain, la nouvelle circulait dans le village. Tout le monde voulait savoir comment cet Ah Q à la bourse pleine et aux vêtements neufs avait fait fortune. Partout on cherchait à recueillir des bribes de renseignements : chez les marchands de vin, dans les maisons de thé et dans les cours des temples ; il en résulta un accroissement de déférence envers Ah Q.

D'après les dires de Ah Q, il avait été domestique chez le Vénérable Licencié. Les

auditeurs accueillirent cette déclaration par un respectueux silence. Le Licencié s'appela M. Paï, mais comme il était le seul licencié de la ville, on jugeait inutile de dire son nom ; quand on parlait du Licencié, il ne pouvait s'agir que de lui. Il en était ainsi non seulement à Weitchouang, mais aussi à cent lis à la ronde, si bien qu'on finissait par croire que le Licencié était son nom de famille.

Servir dans sa maison vous auréolait de dignité. Selon une version postérieure de Ah Q, il aurait refusé de continuer à travailler chez le Licencié parce que son maître était trop « con ». Ceux qui entendirent cela soupirèrent, quitter une place pareille, c'était vraiment dommage, mais ils ne purent se défendre d'un mouvement de joie en pensant qu'au fond Ah Q n'était pas digne d'une telle situation.

Toujours au dire de Ah Q, s'il était revenu au village, c'était aussi parce qu'il était mécontent des habitants de la ville : ils appelaient un banc long, un banc en longueur et ils coupaient fin la ciboule qui sert à accommoder la friture de poisson. De plus, il leur avait dernièrement découvert un nouveau défaut : les citadines ne se balançaient par gracieusement en marchant. La ville n'en avait pas moins certains points dignes d'admiration. Ainsi, les villageois de Weitchouang, en fait de jeux, ne connaissaient que les trente-deux dominos de bambou, et seul le Faux Diable étranger savait jouer au mah-jong, tandis qu'à la ville, même les gamins des rues excellaient à ce jeu. Pour qui se prend-il ce Faux Diable étranger ? Il suffirait de le mettre entre les mains de ces jeunes voyous d'une quinzaine d'années pour qu'il ne soit plus qu'un petit démon devant le roi des enfers. Cette assertion fit rougir tous ceux qui l'entendirent.

(à suivre)

SAINT DOMINGUE

UN PEUPLE CONTRE LA DOMINATION U.S.

TÉMOIGNAGE D'UN MILITANT ANTI-IMPÉRIALISTE DOMINICAIN (1)

Recueilli par Frédéric FERRER

Un militant anti-impérialiste de Saint Domingue, réfugié à Paris, nous adresse son témoignage sur la situation dans son pays occupé par des milliers de soldats américains. Depuis l'intervention massive du corps expéditionnaire américain, en 1965, le peuple n'a pas cessé sa lutte. Ce militant nous parle de l'échec du castrisme et de la recherche d'une voie révolutionnaire pour libérer le pays de la domination nord-américaine.

Juan B. Mejía, est un vieux combattant anti-impérialiste, ancien responsable militaire du mouvement

du 14 juin? Il a pris une part importante à l'insurrection populaire d'avril 1965 qui s'est heurtée à l'intervention américaine.

Comme bon nombre de militants dominicains, il est venu par la suite au marxisme-léninisme et est un des principaux dirigeants de «Bandera Proletaria» entrée dans un processus de fusion avec d'autres groupes révolutionnaires dominicains. Exilé à Paris, il nous explique dans cette interview comment son peuple approfondit chaque jour la crise de la dictature de Balaguer.



Quotidien du Peuple : la situation actuelle en République Dominicaine prend racine dans les événements d'avril 1965, pourrais-tu nous les rappeler brièvement ?

J. B. Mejía : En 1962, à la suite du renversement de la dictature de Trujillo, les élections avaient donné la victoire à Juan Bosch, représentant de la bourgeoisie libérale. Celui-ci s'opposant, quoique timidement, à l'impérialisme américain, fut renversé six mois plus tard, par un coup d'Etat pro-yankee. En avril 1965, une intervention de secteurs démocratiques de l'armée appuyée par une insurrection populaire rétablissait le gouvernement légal. Trois jours plus tard, l'impérialisme américain intervenait militairement et imposait par la force, au terme d'une lutte de plusieurs mois, le régime fasciste de Balaguer. Elu la première fois sous la pression de 20 000 soldats US, il a été deux fois réélu par la fraude et la terreur. Depuis, il a livré les richesses nationales aux monopoles nord-américains, en faisant dépendre chaque jour plus notre pays de l'impérialisme US.

ques occasions de s'y joindre. La Jamaïque, la Colombie, le Venezuela ont créé une association en vue de constituer une flotte marchande pour faire pièce aux flottes américaines. La République Dominicaine a refusé d'y participer.

De même, elle n'a pas participé à l'association internationale des produc-

bas prix en échange d'appuis politiques.

QdP : Tutes l'objet d'une campagne de calomnies à St-Domingue. Pourrais-tu nous l'expliquer ?

J.B. M. Depuis plusieurs semaines, la presse dominicaine fait grand bruit autour de prétendus ac-

tirées des événements d'avril 1965 ?

J.B. M. : Avant 1965, nous subissions depuis des années la dictature de Trujillo. Cette dictature avait pour effet de cacher au peuple quel était réellement son ennemi principal. Elle empêchait de voir, derrière Trujillo, l'impérialisme US. L'interven-

enseignements plus complexes qui ont été tirés.

Si le mouvement d'avril avait échoué, c'était d'abord en l'absence d'une ligne politique juste et parce qu'il était resté sous une direction bourgeoise, ne s'appuyant pas réellement sur le peuple. Par exemple, la paysannerie était restée totalement à l'écart du processus et si le prolétariat a effectivement combattu contre l'occupation, il n'a aucun moment pesé sur la direction du mouvement.

Sous l'influence aussi de la ligne révolutionnaire du Parti Communiste Chinois un mouvement au départ multi-latéral a recherché la création d'un authentique parti communiste. Mais c'est seulement en 1967, avec l'échec du Che en Bolivie, que la clarification a commencé à s'opérer.

Actuellement, le castrisme est en faillite totale, seuls restent des noyaux ultra-gauchistes sans aucune influence de masse qui continuent à prôner des actions armées sans lien avec le peuple.

Cela n'empêche pas qu'il existe une illusion très répandue sur où en est la révolution cubaine aujourd'hui qui jouit encore d'un grand prestige.

QdP : Comment se situe aujourd'hui le parti révisionniste ?

J.B. M. : Il n'a jamais disposé que d'une très faible influence, ce qui est d'ailleurs le cas dans toute l'Amérique latine, à l'exception du Chili. Mais il s'est complètement discrédité au cours de la révolution d'avril en prônant constamment la conciliation, la voie pacifique.

Concrètement, à cette époque, il a accepté la soi-disant médiation de l'Organisation des Etats Américains que tout le monde dénonçait comme instrument des Américains.

Lorsque le gouvernement a proposé de racheter les armes que les combattants anti-impérialistes avaient conservées, il ne s'y est pas opposé.

Actuellement, il soutient ouvertement la soi-disant réforme agraire de Balaguer.

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

L'île de St-Domingue, située au centre de la mer des Caraïbes, occupe une position stratégique pour l'Amérique Centrale.

Elle a une superficie totale de 77 000 km² (aussi grande que la Hollande et la Belgique réunies). Elle est extrêmement peuplée, puisqu'elle compte 11 millions d'habitants.

La république dominicaine occupe la partie est de l'île, elle abrite 5 millions d'habitants pour 48 000 km². 60 % d'entre eux sont des métis, 20 à 25 % des noirs, 10 à 15 %, des blancs.

60 % habitent à la campagne où la grande propriété capitaliste domine les structures agraires.

Les villes sont très peuplées comme la capitale, St-Domingue, qui atteint aujourd'hui un million d'habitants, dont un grand nombre de «sans emploi», chassés de la campagne par la faim.

Les productions principales de St-Domingue sont la canne à sucre dont elle est le premier producteur mondial, le cacao, le café, et le tabac.

L'île produit également du ferronickel, exploité par une très grande entreprise américaine : la «Falen Bright», et de la bauxite, exportée brute vers les U.S.A.

Le peuple dominicain compte une classe ouvrière numériquement importante dans les industries alimentaires, minières, de textile, la construction...

10 % du capital dominicain est aux mains de grandes compagnies étrangères, surtout américaines, telle la compagnie sucrière «Gulf and Western», qui détient des territoires immenses.

38 % sont constitués par le capital privé dominicain. Mais l'essentiel de l'activité économique de l'île dépend de l'Etat, qui détient 52 % des moyens de production, conséquence de la nationalisation des biens du dictateur Trujillo et de sa famille.



En 1965, 40 000 Marines pour briser la résistance du peuple dominicain.

teurs de sucre alors qu'elle en est un des principaux producteurs du monde.

Bien au contraire, le gouvernement de Balaguer se conduit en serviteur zélé de l'impérialisme US. Il avait stocké du sucre pour atteindre un meilleur prix de vente. Quelques jours après la visite de Kissinger de ces derniers mois, violant ses promesses, il les vendait à

cords passés entre mon organisation et deux groupes néo-castristes dans le but de tuer des fonctionnaires, des officiers et des diplomates et d'imposer dans le pays une situation de confusion.

C'est évidemment complètement faux, en fait il s'agit de préparer l'opinion à une répression accrue contre notre organisation et les trois autres groupes qui ont conclu avec nous un accord d'unification pour la reconstitution du Parti Communiste Dominicain (m.l.). Cette reconstitution verrait en effet l'apparition dans notre pays d'un Parti révolutionnaire à l'échelle nationale et disposerait d'une réelle influence de masse.

Dans la situation de grave crise politique qui se dessine, il s'agirait d'un véritable virage.

Il faut rappeler aussi que la République Dominicaine, qui a envoyé des troupes au Viet Nam s'est cru obligée de nouer des relations diplomatiques avec le régime de Lon Nol au Cambodge deux mois avant sa chute.

QdP : Pourrais-tu nous dire quelles leçons vous avez

QUELQUES DATES

1961 : Exécution de Trujillo, fomentée par la CIA pour imposer une politique différente et éviter un nouveau Cuba.

1961 : La famille de Trujillo qui détient la plus grande partie des biens économiques de l'Etat est écartée du pouvoir au profit de la fraction minoritaire de la bourgeoisie. Des luttes de masse sans précédent traversent le pays. Plusieurs coups d'Etat mettent aux prises les diverses fractions de la bourgeoisie dominicaine.

Février 1962 : Elections démocratiques gagnées par Juan Bosch, représentant de la bourgeoisie libérale, qui s'oppose timidement à l'impérialisme US.

Sept. 1963 : Juan Bosch est renversé par un coup d'Etat pro-yankee.

26 avril 1965 : De jeunes officiers démocratiques dirigés par Ceramano, renversent le triumvirat au pouvoir pour rétablir le gouvernement légal.

28 avril 1965 : Intervention militaire nord-américaine qui déclenche la révolution constitutionnaliste.

Octobre 1965 : Gouvernement provisoire de Garcia Godoy.

Juin 1966 : Les élections donnent la victoire au dictateur actuel Balaguer, sous la menace des 20 000 soldats US qui occupent le pays.